

Mission d'accompagnement à l'élaboration d'un plan pluriannuel d'investissement

11 décembre 2023

Sommaire

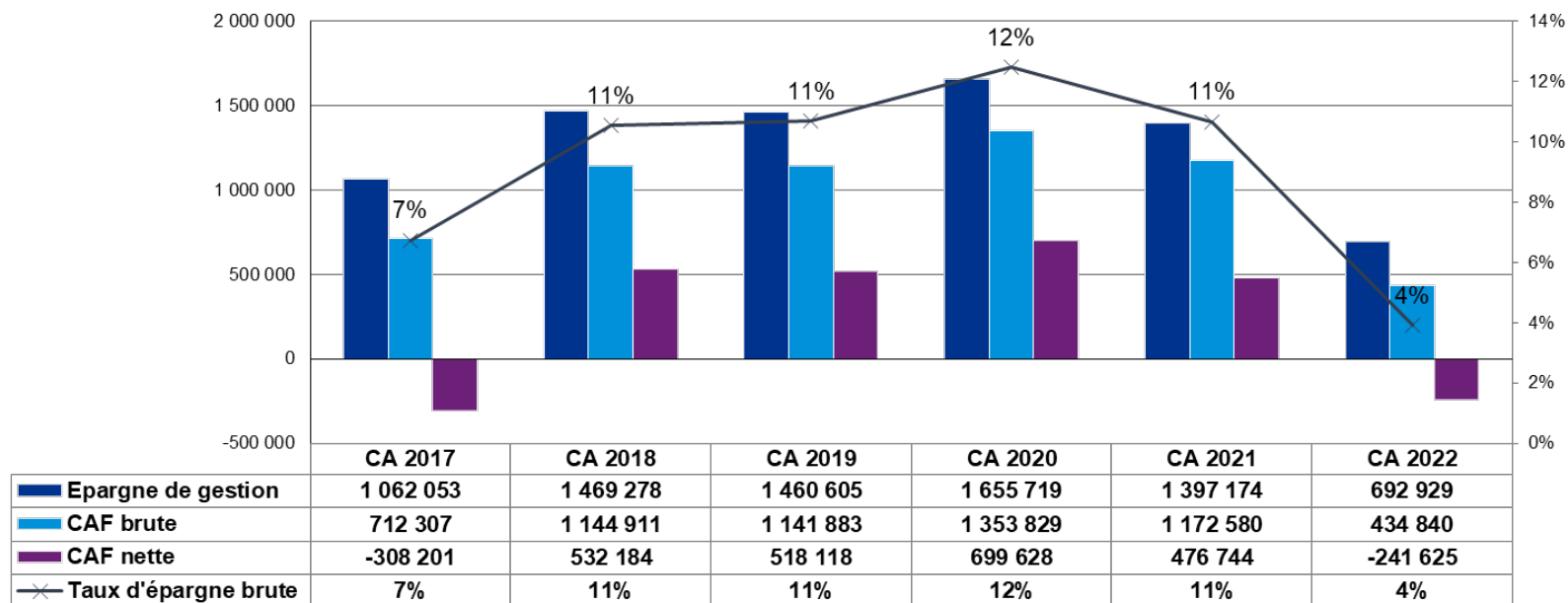
1	Rappel du contexte : rétrospective 2017-2022	3
2	Projection 2023-2026	16
2.1	Le Compte administratif 2023	17
2.2	Le plan pluriannuel d'investissement	24
2.3	Prospective financière	29
3	Étude des scénarios	35
3.1	Scénario « sans limitation »	36
3.2	Scénario 1 : Indicateurs d'épargne positifs et PPI réajusté (niveau 1)	46
3.3	Scénario 2 : Indicateurs d'épargne positifs et PPI réajusté (niveau 2)	54
3.4	Présentation de la totalité du PPI	60
3.5	Synthèse	63

1

Rappel du contexte : rétrospective 2017-2022

Des soldes intermédiaires de gestion en baisse depuis 2020

Evolution des SIG - 2017-2022



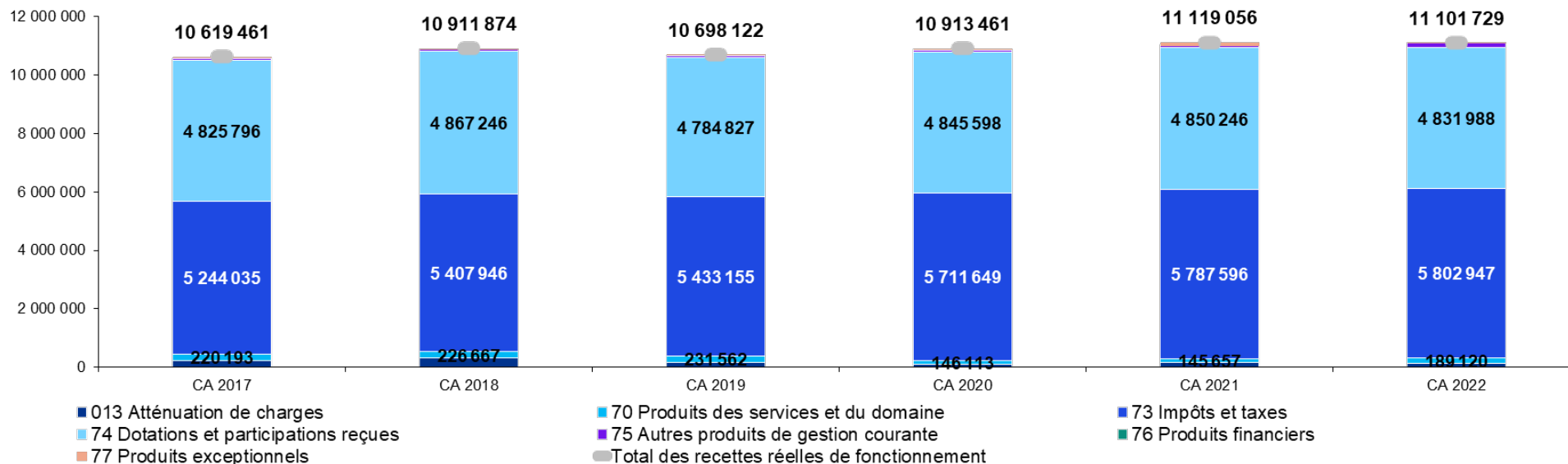
Depuis 2020, les niveaux d'épargne de la Ville de Waziers sont en diminution, en raison d'une progression plus rapide des dépenses (+12 %) que des recettes (+2%).

Alors que depuis 2018 le taux d'épargne brute était d'un niveau satisfaisant (supérieur à 10%), il se présente comme d'un niveau faible en 2022 (4%).

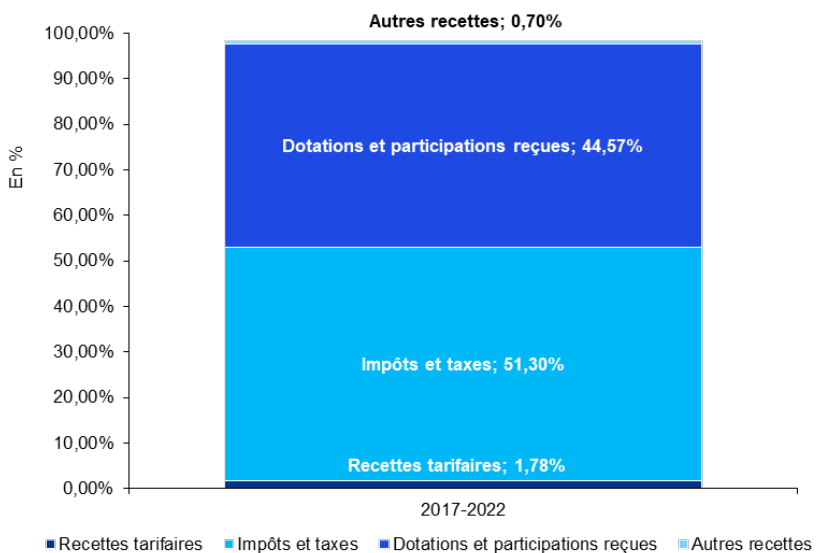
Par ailleurs, l'épargne nette est négative en 2022 : la Ville ne dégage pas d'autofinancement suffisant pour faire face à la charge de sa dette. Il convient dès lors de restaurer dès que possible les niveaux d'épargne.

Des recettes de fonctionnement peu dynamiques notamment en raison de la baisse des taux opérée à partir de 2021

Evolution des recettes réelles de fonctionnement



Structure moyenne des recettes de fonctionnement (2017-2022)



Les recettes de fonctionnement sont principalement composées de recettes fiscales (52%) et de dotations (44%).

Elles sont légèrement croissantes entre 2020 et 2022 (+2%).

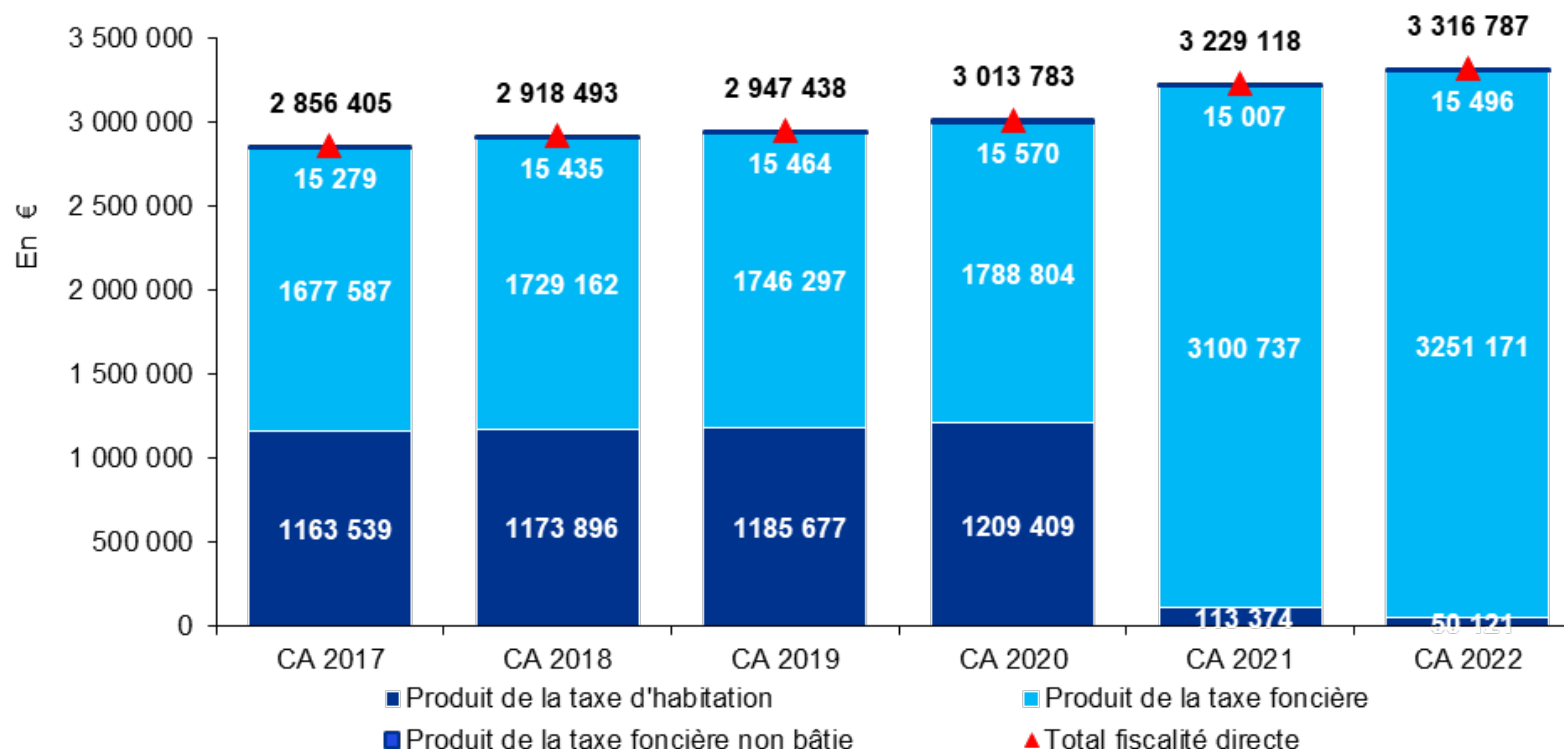
Les recettes tarifaires ont été fortement réduites en 2020 du fait de la crise sanitaire (- 85 K€ soit -37%).

Une baisse des recettes est constatée entre 2021 et 2022 (-0,2 %) :

- Réduction des dotations et participations de près de 20 K€ ;
- Légère progression des recettes fiscales : revalorisation importante des bases de 3,4 % mais baisse du taux de foncier bâti de 2,2 % depuis 2022.

Zoom sur la fiscalité

Evolution des recettes de fiscalité directe

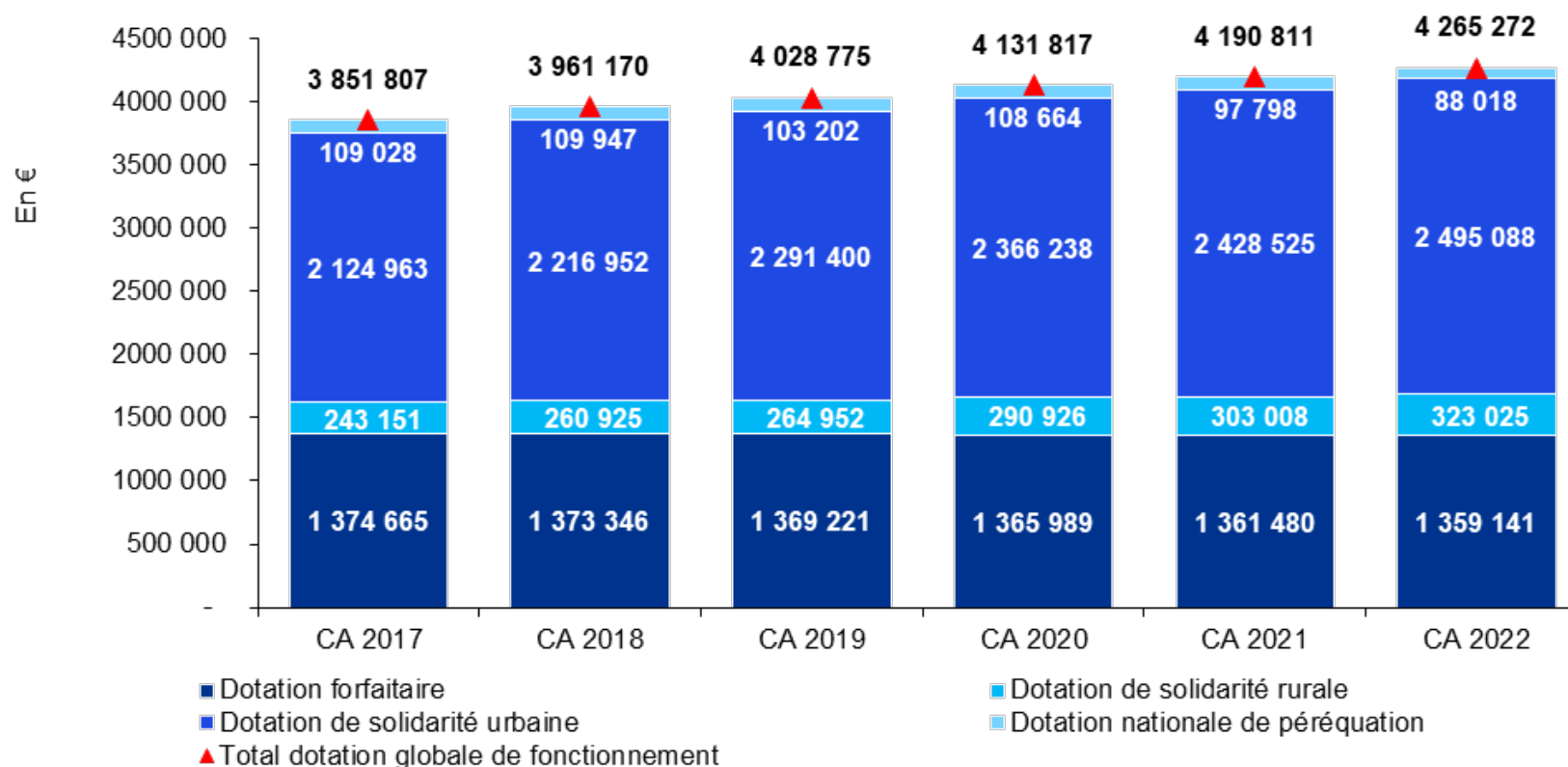


Deux évolutions significatives pour la fiscalité sur la période 2017-2022:

- La suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales et la redescente du foncier bâti départemental compensé à l'euro près par le coefficient correcteur ;
- Grâce à la revalorisation forfaitaire des bases fixée par la loi de finances, le produit perçu augmente malgré la baisse du taux de taxe foncière depuis 2021 (58,17 % en 2022 contre 59,04 % en 2021) : **la municipalité s'est en effet engagée à une baisse du taux de foncier bâti communal d'avant réforme de 2,2 %/ an entre 2022 et 2025.**

Zoom sur la dotation globale de fonctionnement

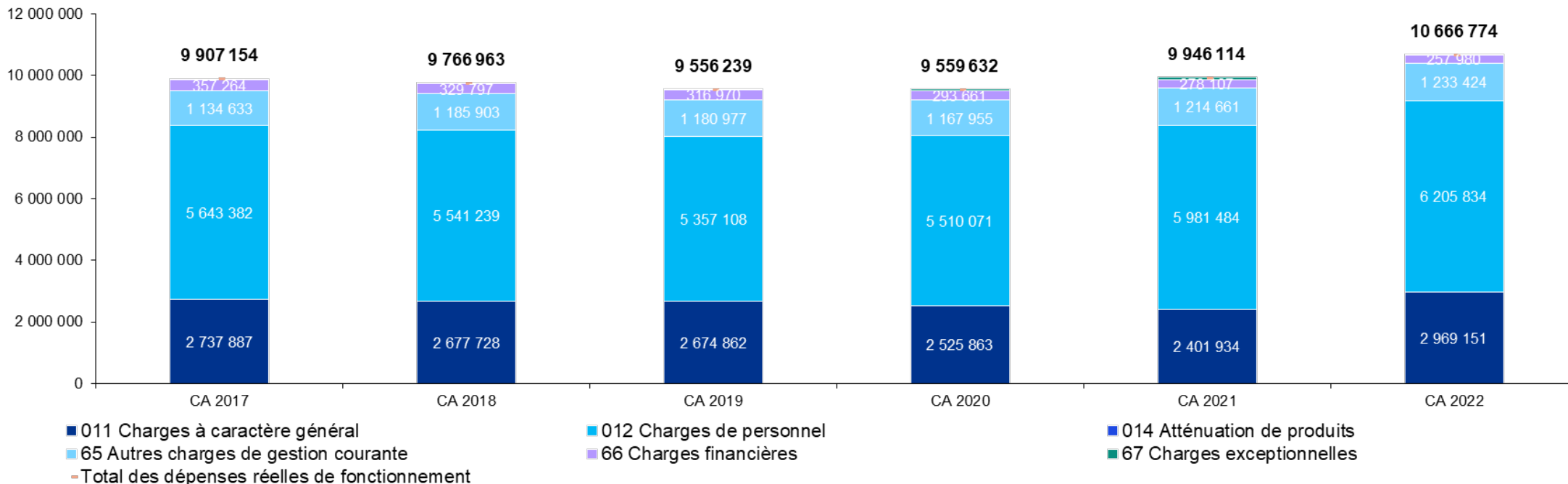
Evolution de la dotation globale de fonctionnement



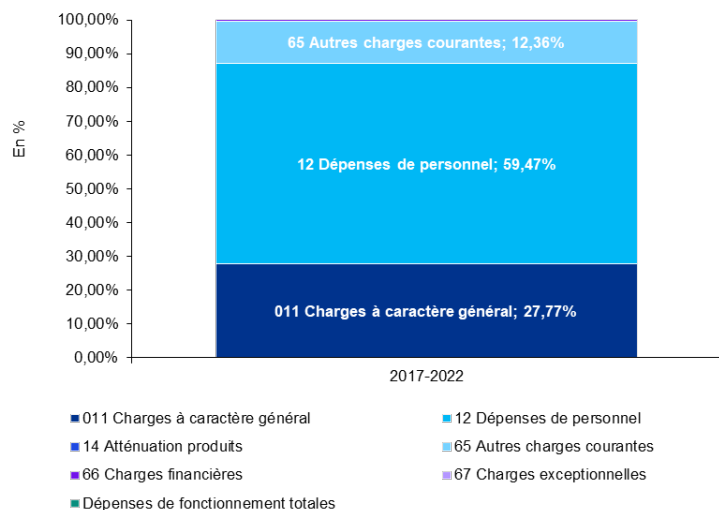
En raison de la faible évolution des indicateurs financiers et fiscaux sur la période et malgré la baisse de la population wazieroise, la DGF de la Ville est en augmentation depuis 2017 (+493 K€ soit + 10,7%).

Une accélération des dépenses sur les dernières années

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement



Structure moyenne des dépenses de fonctionnement (2017-2022)



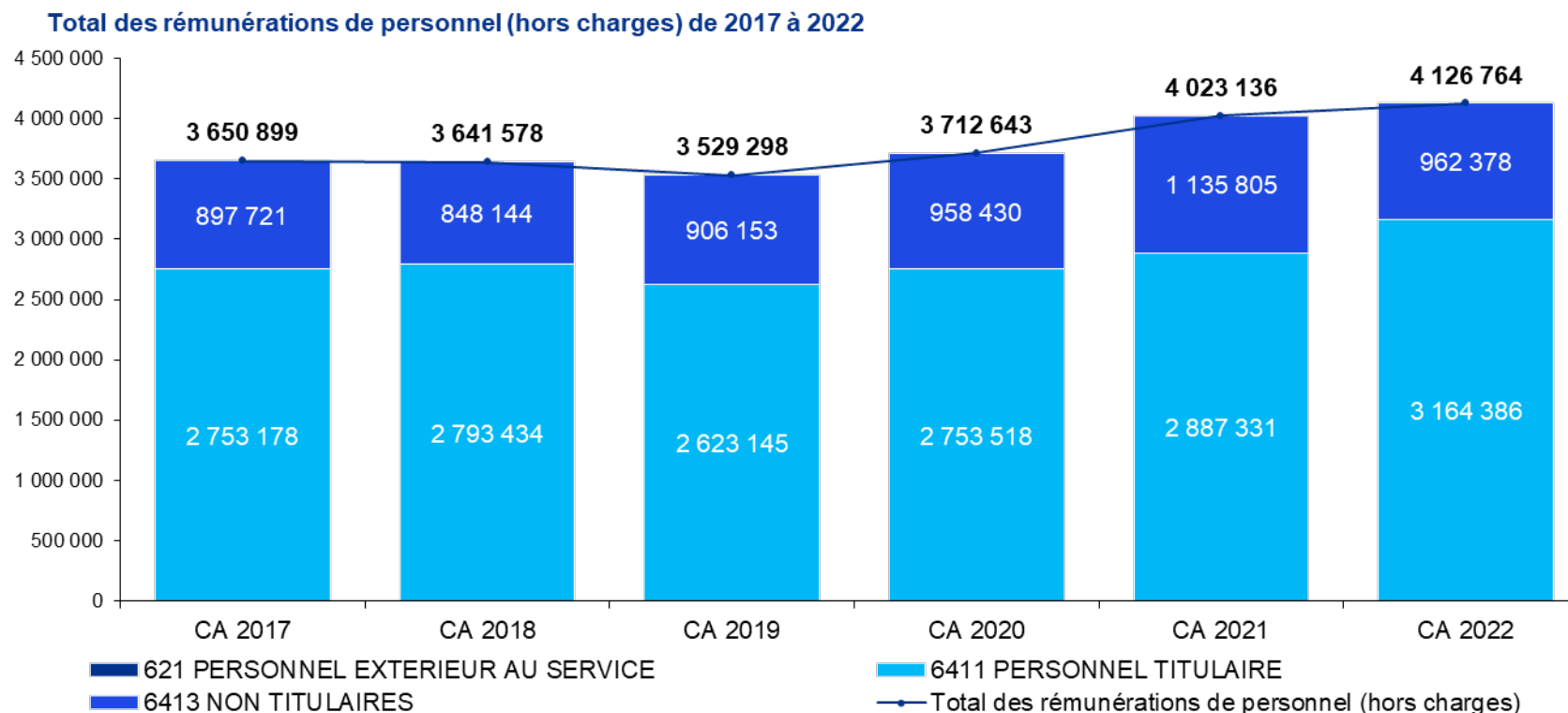
Les dépenses de fonctionnement sont principalement composées de charges de personnel (58%), de charges à caractère général (26%) et d'autres charges de gestion courante (12%).

Après 3 exercices de baisse entre 2017 et 2019, les dépenses de la Ville sont croissantes entre 2020 et 2022 (+1,1 M€, soit +12%), notamment en raison de :

- L'augmentation des charges à caractère général (+18%) ;
- L'augmentation des dépenses de personnel (+ 12%, cf ci-après).

Nota : les années 2020 et 2022 se présentent comme assez atypiques car à la fois marquées par la pandémie (2020-2021) et les conséquences inflationnistes de la guerre en Ukraine (2022).

Une importante progression des dépenses de personnel depuis 2019



La progression des dépenses de personnel en 2021 s'explique principalement par le recrutement de personnel non titulaire supplémentaire qui sera suivie par une politique de déprécarisation mise en place par la ville en 2022 menant à la titularisation de 17 agents.

Par ailleurs, l'évolution des dépenses de personnel en 2022 s'explique également par :

- la revalorisation du SMIC de 2,65% en mai 2022 ;
- la hausse de 3,5% du point d'indice de rémunération des agents publics en juillet 2022 (revalorisation estimée à 160 K€ par les services) ;
- des rappels de la MNT sur des agents en arrêt (estimés à 40 K€) et de RIFSEEP ;
- l'organisation de classes découvertes (environ 35 K€).

Une importante progression de certains postes de dépenses en 2022 dans un contexte inflationniste

Autres postes en forte variation entre 2021 et 2022	CA 2021	CA 2022	Variation (en €)	Variation (en %)
Energie électricité (D60612)	314 972	359 016	44 044	14%
Combustible (D60621)	97 401	493 249	395 848	406%
Carburants (D60622)	26 545	31 015	4 470	17%
Alimentation (D60623)	58 525	70 086	11 561	20%
Vêtements de travail (D60636)	10 907	19 255	8 348	77%
Crédit-bail mobilier (D6122)	18 462	54 021	35 559	193%
Matériel roulant (D61551)	4 994	26 994	22 000	441%
Assurances (D616)	90 516	111 720	21 204	23%
Transports collectifs (D6247)	30 703	65 413	34 710	113%
Sub. de fonctionnement au secteur privé (D6574)	590 138	683 572	93 434	16%
Autres (65888)	140 973	10 866	- 130 107	-92%
Total	1 384 136	1 925 207	541 071	39%

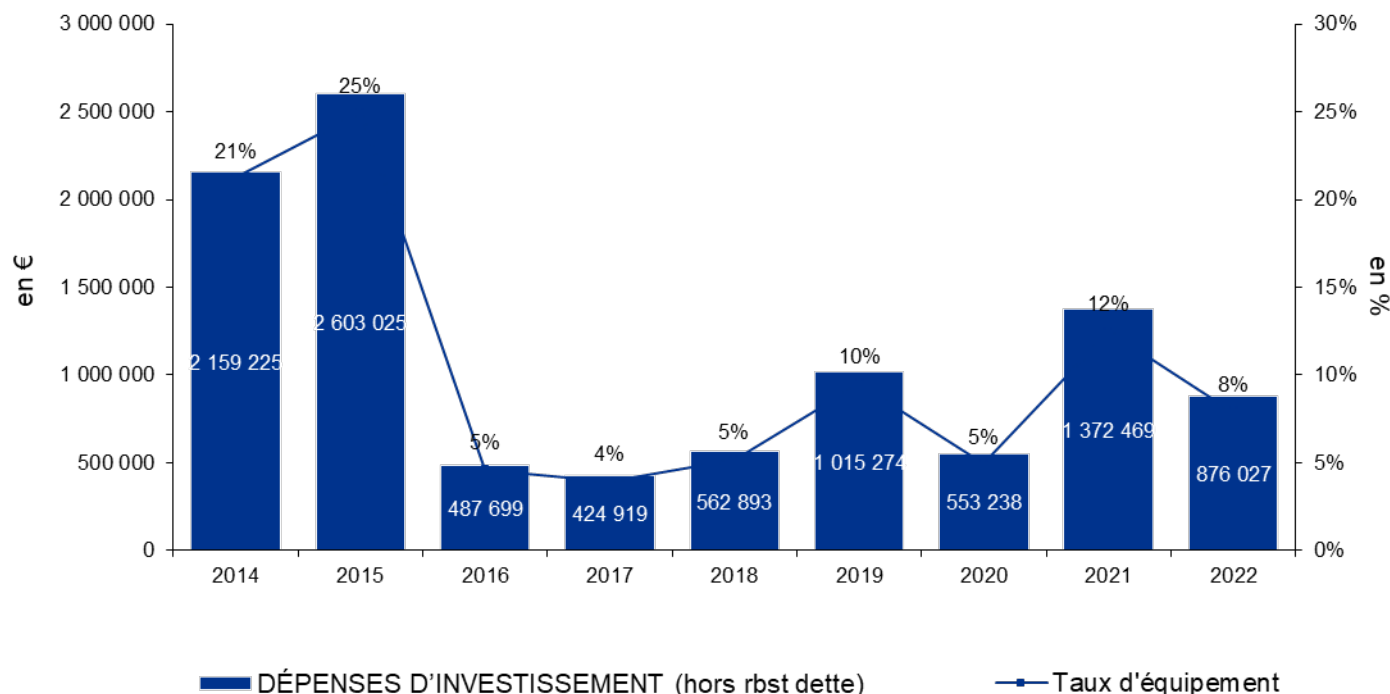
En 2022, le contexte inflationniste et notamment la forte augmentation des prix de l'énergie et des matières premières est à corréliser avec la forte augmentation des postes de dépenses concernés (énergie, carburants, alimentation, transport collectif).

Certaines régularisations/rattrapages ont par ailleurs pu être opérées (assurances, cotisation aux caisses de retraite, vêtements de travail) expliquant l'évolution à la hausse de ces postes.

Notons également une hausse de 93 K€, soit 16% des subventions de fonctionnement accordées au secteur privé entre 2021 et 2022.

Zoom sur les dépenses d'investissement

Evolution des dépenses d'investissement et du taux d'équipement (DI/RRF)



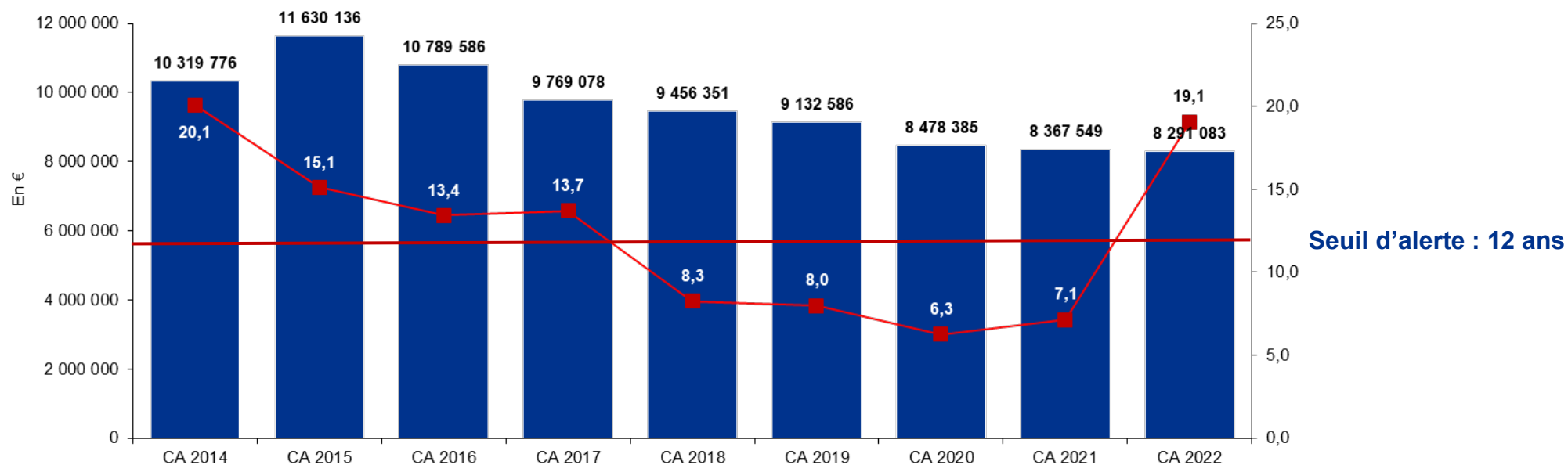
Les deux premières années (2014 et 2015) du mandat précédent présentent un niveau d'investissement relativement élevé. A l'inverse, depuis 2016, les dépenses d'investissement se présentent à un niveau faible. Notons cependant une fluctuation sur la période avec un léger pic en 2019, puis 2021.

Le taux d'équipement varie de 4 à 21 %. En 2021, en moyenne pour les communes de cette strate, il s'élevait à 27%.

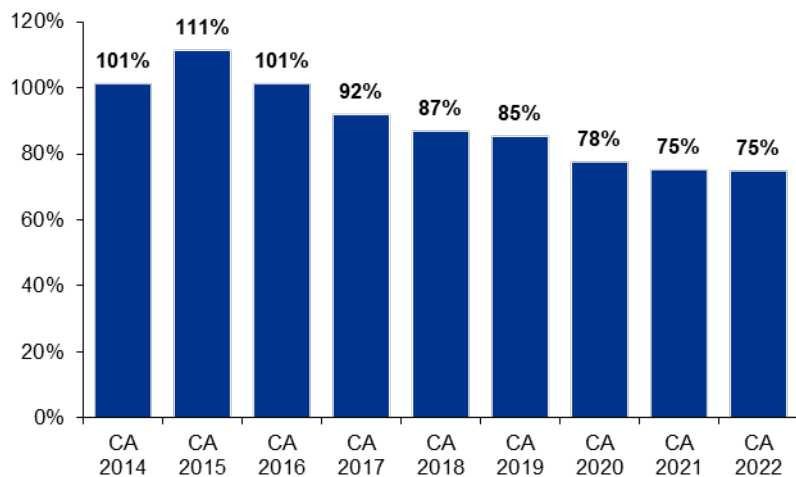
A signaler que la fourchette de réalisation entre 400/450 K€ constitue l'approximation du niveau des dépenses l'incompressible.

Un désendettement en valeur absolue mais gommé par une dégradation de la solvabilité en fin de période

Evolution de l'encours de dette et de la capacité de désendettement



Encours de dette/RRF



L'endettement du budget principal s'élève à 8,3 M€ à fin 2022 en baisse de plus de 19% sur la période. Cela représente toutefois un niveau d'endettement assez élevé en volume (1 114 €/habitant contre 774 €/hab au niveau de la strate).

Par ailleurs, les différents niveaux d'épargne diminuant (l'épargne nette devenant même négative en 2022), cet endettement se présente comme plus difficilement soutenable : la capacité de désendettement monte ainsi à 19 années en 2022.

Nota : l'épargne nette est un indicateur à relativiser. En effet, si celui-ci est bien inférieur à l'épargne brute, cela signifie que la commune se désendette.

Une section de fonctionnement à restaurer pour financer la programmation pluriannuelle à venir des investissements

Comptes administratifs	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Taux de variation 2017-2022
Recettes de gestion (a)	10 577 955	10 874 148	10 673 552	10 859 608	10 995 253	11 101 338	4,9%
Dépenses de gestion (b)	9 515 902	9 404 870	9 212 947	9 203 889	9 598 079	10 408 409	9,4%
Epargne de gestion (c=a-b)	1 062 053	1 469 278	1 460 605	1 655 719	1 397 174	692 929	-34,8%
Résultat financier (d)	-357 262	-329 797	-316 970	-293 645	-278 093	-257 980	
Résultat exceptionnel (e)	7 516	5 430	-1 752	-8 245	53 499	-109	
Epargne brute (CAF) (f=c+d+e)	712 307	1 144 911	1 141 883	1 353 829	1 172 580	434 840	-39,0%
Recettes propres d'investissement (hors 1068) (i)	98 760	144 751	79 496	190 720	568 012	314 111	
Capacité de financement (j=f+i)	811 067	1 289 662	1 221 379	1 544 549	1 740 592	748 951	
Remboursement du capital de la dette	1 020 508	612 727	623 765	654 201	695 836	676 465	
Capacité de financement nette (k=j-g)	-209 441	676 935	597 614	890 348	1 044 756	72 486	
Dépenses d'équipement brut (l)	424 919	562 893	1 015 274	553 238	1 372 469	876 027	
Besoin de financement (m=l-k)	634 360	-114 042	417 660	-337 110	327 713	803 541	
Emprunt souscrit (n)	0	300 000	300 000	0	585 000	600 000	
Résultat 01/01 N (o)	811 479	177 119	591 161	473 501	810 611	1 067 898	
Résultat exercice (p=-m+n)	-634 360	414 042	-117 660	337 110	257 287	-203 541	
Résultat 31/12 N (o+p)	177 119	591 161	473 501	810 611	1 067 898	864 357	388,0%
Encours de dette 01/01 N (q)	10 789 586	9 769 078	9 456 351	9 132 586	8 479 232	8 368 396	
Flux net de dette (r=n-g)	-1 020 508	-312 727	-323 765	-654 201	-110 836	-76 465	
Encours de dette 31/12 N (q+r)	9 769 078	9 456 351	9 132 586	8 479 232	8 368 396	8 289 585	-15,1%
CAF	712 307	1 144 911	1 141 883	1 353 829	1 172 580	434 840	
taux de CAF	7%	10%	11%	12%	11%	4%	-41,6%
CAF nette	-308 201	532 184	518 118	699 628	476 744	-241 625	-21,6%
Encours de dette / RRF	92%	87%	86%	78%	76%	75%	-19,1%
Capacité de désendettement	13,7	8,3	8,0	6,3	7,1	19,1	
Fds de roulement en jours de dépenses	7	23	19	32	41	30	

Synthèse – Rétrospective 2017 - 2022

- **Fonctionnement :**

- Les niveaux d'épargne sont en amélioration entre 2017 et 2021, avec un taux d'épargne brute d'environ 11% entre 2018 et 2021, résultat d'une baisse des dépenses de gestion entre 2017 et 2020 et d'une hausse des recettes dans le même temps.
- A partir de 2022, une baisse significative des niveaux d'épargne de la ville est observée en raison de l'augmentation plus rapide des dépenses de gestion (+8,4%) que des recettes (+1,0%), entraînant la diminution de 767 K€ de l'épargne de gestion.
- La hausse des dépenses de gestion s'explique à la fois par l'augmentation des charges à caractère général (+23,6% entre 2021 et 2022) mais également par celles relatives au personnel (+3,8% entre 2021 et 2022). La crise économique mondiale à la suite du conflit entre l'Ukraine et la Russie a provoqué une augmentation importante des prix de l'énergie notamment impactant directement les collectivités territoriales. La commune est passée d'un niveau moyen de dépenses de chauffage de 222 K€/an entre 2017 et 2020 à 493 K€ en 2022.
- De plus, les charges de personnel ont augmenté sur la période en raison de la revalorisation du SMIC, de la hausse du point d'indice, du recrutement de personnel non titulaire et de la politique de déprécarisation mise en place par la ville, titularisant une dizaine d'agents de catégorie C.
- Au niveau des recettes de fonctionnement, la DSU, principale composante de la DGF de la commune a augmenté de 3,3% en moyenne entre 2017 et 2022. Dans le même temps, la dotation forfaitaire a baissé de 0,2% en moyenne.
- Enfin, le produit des taxes foncières et d'habitation a augmenté de 2,6% en moyenne sur la période.

Synthèse – Rétrospective 2017 - 2022

- **Investissement :**

- Sur la période 2017-2022, les dépenses d'investissement ont fluctué entre 425 K€ et 1,372 M€ par an. Après deux années 2014 et 2016 marquées par un niveau d'investissement élevé, les années suivantes soulignent une phase d'absorption de la dette souscrite pour financer les investissements.
- Entre 2019 et 2022, le niveau de dépenses d'équipement est remonté à 8,7% par an en moyenne.
- Le niveau d'investissement est globalement faible sur la période avec un taux d'équipement variant entre 4% et 21% lorsque la moyenne de la strate était de 27%.
- Les recettes d'investissement ont suivi la même tendance et s'élevaient en moyenne à 232 K€.

2

Projection financière 2023-2026



© 2023 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

2.1

Le Compte administratif 2023



Le passage du BP 2023 au CA 2023 – recettes de fonctionnement

Afin de fiabiliser la prospective financière, un travail effectué avec le service des finances de la commune, a permis d'établir un CA 2023 « d'atterrissage ». A partir d'une situation financière en date du 04/10/2023, nous avons projeté les dépenses et les recettes ligne par ligne dans la section de fonctionnement notamment au regard des montants liquidés et mandatés à date.

Recettes de fonctionnement :

L'évolution des recettes de gestion conserve la même tendance d'évolution positive depuis 2019. La hausse du chapitre 74 – Dotations et participations est le principal vecteur d'augmentation des recettes de gestion (+4,16%). L'aide d'environ 294 K€ de l'Etat concernant le filet de sécurité pour parer à l'inflation y contribue grandement (63% de l'augmentation du chapitre 74).

Libellé	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	2023
RECETTES DE GESTION	10 577 955	10 874 148	10 673 552	10 859 608	10 995 253	11 101 338	11 660 939
Produits des services (R70)	220 193	226 667	231 562	146 113	145 657	189 120	190 000
Impôts et taxes (R73)	5 244 035	5 407 946	5 433 155	5 711 649	5 787 596	5 802 947	5 945 139
Taxes foncières et d'habitation (R73111)	2 924 797	2 986 577	2 999 058	3 053 908	3 229 118	3 326 844	3 504 403
Dotations et participations (R74)	4 825 796	4 867 246	4 784 827	4 845 598	4 850 246	4 831 988	5 298 800
Dotation forfaitaire (R7411)	1 374 665	1 373 346	1 369 221	1 365 989	1 361 480	1 359 141	1 356 616
DSR (R74121)	243 151	260 925	264 952	290 926	303 008	323 025	344 673
DSU (R74123)	2 124 963	2 216 952	2 291 400	2 366 238	2 428 525	2 495 088	2 564 255
DNP (R74127)	109 028	109 947	103 202	108 664	97 798	88 018	79 216
GFP de rattachement (R74751)	193 929	192 862	42 845	138 494	224 363	46 172	170 000
Autres organismes (R7478)	185 322	179 912	195 296	109 410	94 811	113 711	85 000
Filet de sécurité							293 870
Autres produits (R75)	63 291	60 827	62 131	63 740	59 269	150 548	102 000
Atténuation de charges (R013)	224 640	311 462	161 877	92 508	152 485	126 735	125 000

Le passage du BP 2023 au CA 2023 – dépenses de fonctionnement

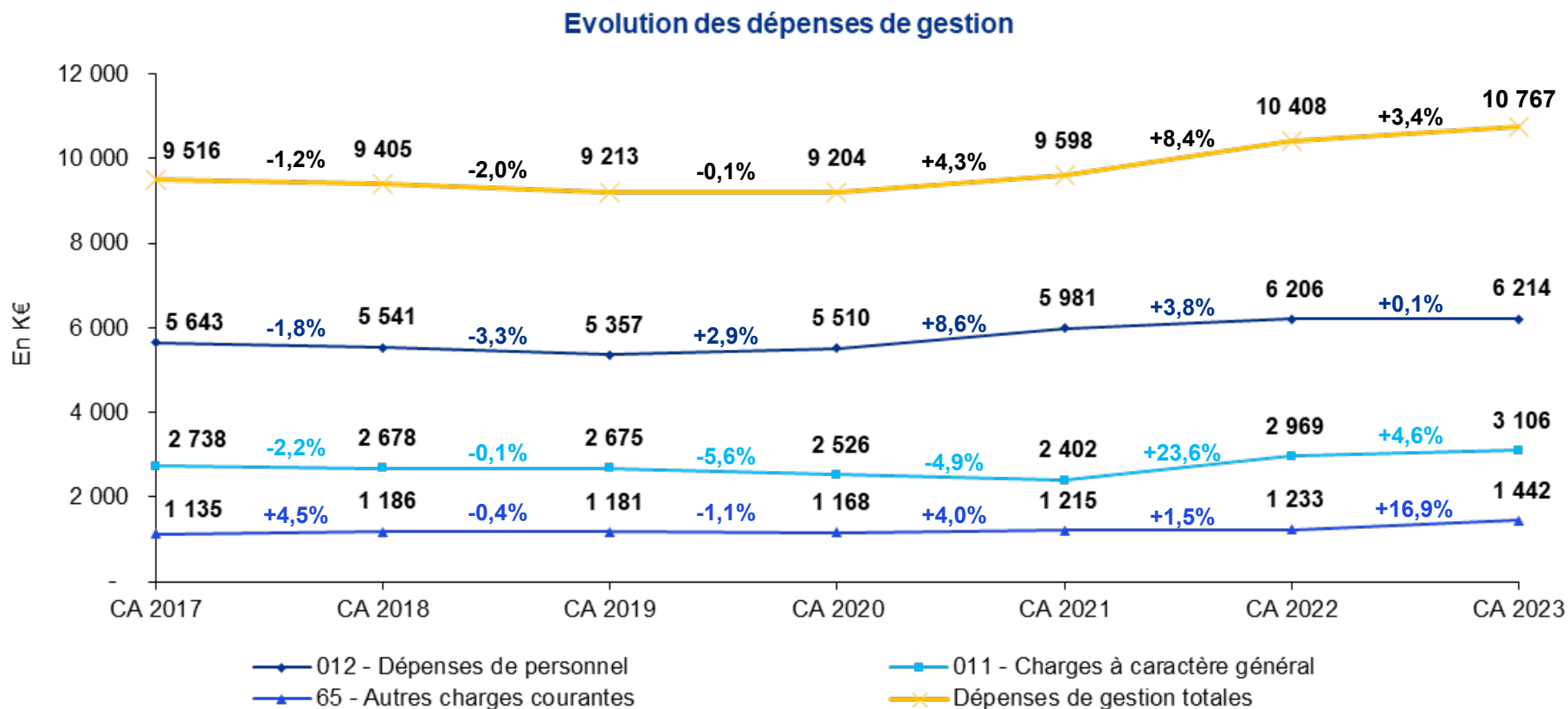
Libellé	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	2023
DÉPENSES DE GESTION	9 515 902	9 404 870	9 212 947	9 203 889	9 598 079	10 408 409	10 766 957
Charges à caractère général (D011)	2 737 887	2 677 728	2 674 862	2 525 863	2 401 934	2 969 151	3 106 252
Energie électricité (D60612)	359 778	359 352	379 166	346 752	314 972	359 016	365 000
Combustibles (D60621)	228 717	228 989	203 052	230 546	97 401	493 249	380 000
Contrat de Prestations de services (D611)	818 609	770 390	536 191	543 635	602 346	616 666	676 525
Location mobilière (D6135)	28 667	30 289	34 510	36 380	57 338	43 466	105 515
Terrains (D61521)	88 529	69 809	84 014	117 829	105 603	21 757	62 000
Bâtiments publics (D615221)	104 431	88 370	148 402	77 540	57 694	41 712	75 000
Voiries (D615231)	58 743	83 958	66 613	75 047	54 166	62 774	50 000
Autres biens mobiliers (D61558)	16 017	14 686	23 833	13 673	21 361	7 532	32 486
Autres (D6168)	31 976	27 893	27 989	34 996	67 179	73 561	161 000
Rémunérations diverses (D6228)	-	-	-	-	-	48 612	23 000
Dépenses de personnel (D012)	5 643 382	5 541 239	5 357 108	5 510 071	5 981 484	6 205 834	6 214 097
Atténuation produits (D014)	-	-	-	-	-	-	4 748
Autres charges courantes (D65)	1 134 633	1 185 903	1 180 977	1 167 955	1 214 661	1 233 424	1 441 860
Aide à la personne (D651)	-	-	-	-	-	40 284	25 000
Indemnités (D6531)	109 632	105 734	111 645	116 921	114 323	111 140	120 267
Autres communes (D657348)	-	-	-	-	-	3 761	181 000
CCAS (D657362)	240 000	250 000	240 000	240 000	255 000	255 000	285 000
Subv. de fonctionnement au secteur privé (D6574)	586 861	604 784	611 553	595 267	590 138	683 572	700 000

Dépenses de fonctionnement :

Dans le même temps, la tendance en 2023 reste à une hausse des dépenses de gestion (+3,4% par rapport à 2022, soit + 359 K€). Cette évolution est principalement due à la hausse des autres charges courantes (65) de 208 K€, soit 16,9%, notamment en raison des 181 K€ de subventions aux autres communes (657348) qui correspondent à l'utilisation de la piscine d'Auby mais également à la hausse exceptionnelle de 30 K€ des subventions accordées au CCAS pour aider la population wazieroise face à l'inflation.

Les charges à caractère général (011) sont en hausse de 4,6% (augmentation des contrats de prestation de services, des location mobilières, entretiens et réparation des terrains, etc.). Notons cependant une baisse significative des charges de combustibles grâce à la mise à l'arrêt de la piscine municipale.

Le passage du BP 2023 au CA 2023 – dépenses de fonctionnement

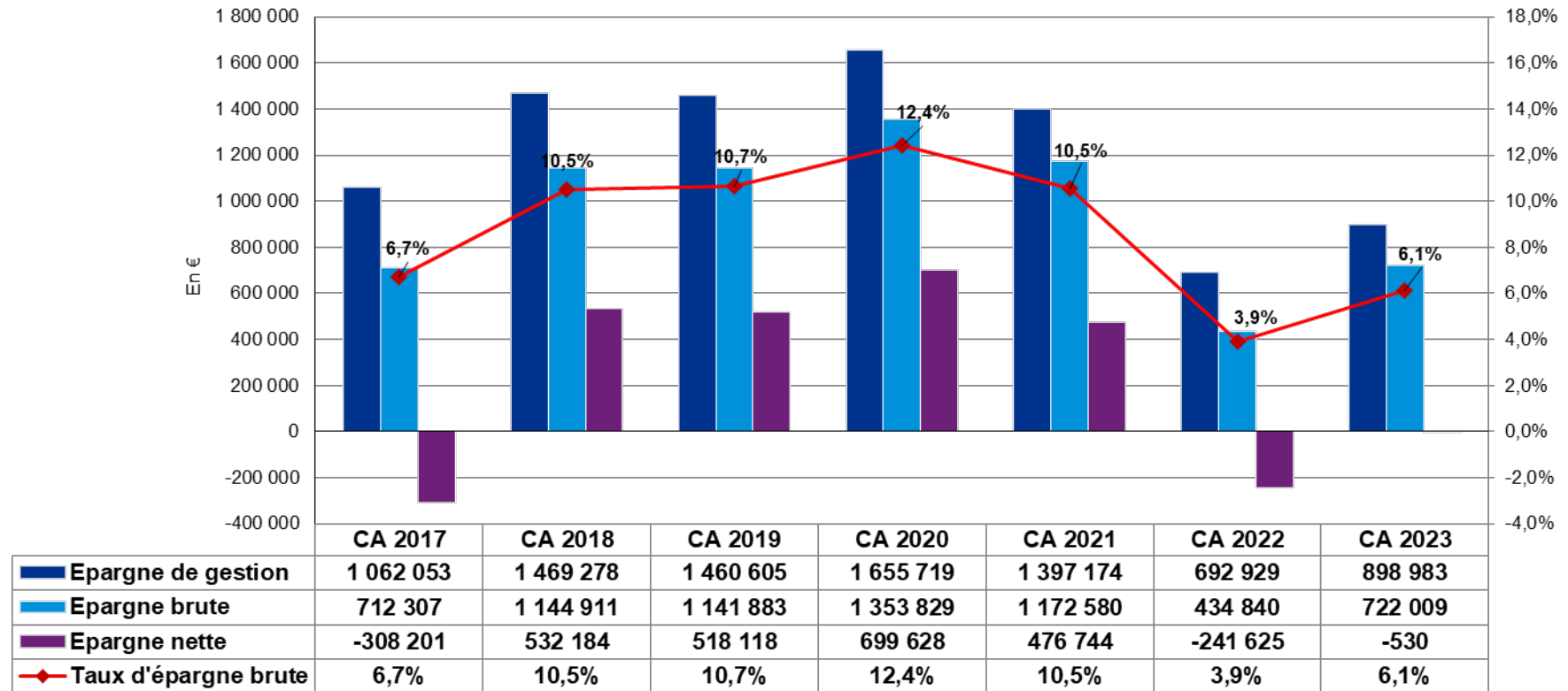


Depuis 2021, les dépenses de gestion augmentent, la plus forte année d'augmentation étant 2022 avec +8,4%, notamment en raison d'une augmentation de +23,6% des charges à caractère général.

L'année 2023 marquerait une diminution de l'évolution des dépenses de gestion, avec une évolution plus faible des dépenses de personnel et des charges à caractère général, parallèlement à une évolution plus importante des autres charges courantes. A ce titre, les dépenses de personnel (012) se présenteraient toutefois comme quasi-stable en 2023 montrant une meilleure maîtrise de ce poste budgétaire.

Le passage du BP 2023 au CA 2023 – Soldes intermédiaires de gestion

Evolution des SIG (2017-2023)



Au final, l'année 2023 marquerait une amélioration des soldes intermédiaires de gestion. L'épargne de gestion serait en hausse de 29,0% et l'épargne brute augmenterait de 64,9%. L'épargne nette resterait cependant négative mais s'améliorerait également.

Le taux d'épargne brute s'améliorerait et atteindrait 6,1%.

Le passage du BP 2023 au CA 2023 – section d'investissement

Libellé	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	2023
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors D16)	424 919	562 893	1 015 274	553 238	1 372 469	876 027	1 055 827
Dépenses récurrentes (D20+D21+D23+Op. équip.)	400 319	562 893	977 823	551 961	1 370 869	875 740	306 303
Opérations d'équipement (selon PPI)							214 390
Autres dépenses d'investissement	24 600	-	37 451	1 277	1 600	287	
Restes à réaliser							535 134
RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors R16)	98 760	144 751	79 496	190 720	568 012	314 111	382 209
FCTVA	75 498	65 307	67 601	134 695	84 578	184 521	139 000
Taxe d'aménagement	14 499	5 256	8 775	46 299	30 473	37 498	38 090
Subventions d'investissement reçues (hors amendes)	8 603	65 088	3 120	9 566	117 858	82 555	159 181
Produit cessions immobilisations (775 ou R024 si bp)	-	9 100	-	-	311 852	9 250	
Autres immobilisations financières	160	-	-	160	160	-	
Autres recettes d'investissement	-	-	-	-	23 091	287	18 750
Restes à réaliser							27 188

Au niveau de la section d'investissement, les montants projetés en 2023 se présentent comme assez proches de ceux de l'année 2021. Pour estimer l'année 2023, ont été intégrées :

- **En dépenses :**
 - Les dépenses récurrentes qui, au vu des années précédentes, ont été établies à 400 K€/an ;
 - Les opérations du PPI (groupe scolaire : 114 390 € + voirie: 100 000 €) ;
 - L'ensemble des restes à réaliser, soit 535 K€.
- **En recettes :**
 - Un niveau de FCTVA égal au montant du BP 2023 ;
 - La taxe d'aménagement moyenne entre 2020 et 2022, soit 38 K€ ;
 - Le niveau de subvention inférieur au BP 2023 en raison du décalage sur l'année 2024 de certains projets.

En synthèse : Une situation financière qui s'améliore entre 2022 et 2023 tout en restant fragile

Comptes administratifs	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Taux de variation 2022-2023
Recettes de gestion (a)	10 577 955	10 874 148	10 673 552	10 859 608	10 995 253	11 101 338	11 665 939	5,1%
Dépenses de gestion (b)	9 515 902	9 404 870	9 212 947	9 203 889	9 598 079	10 408 409	10 766 957	3,4%
Epargne de gestion (c=p-b)	1 062 053	1 469 278	1 460 605	1 655 719	1 397 174	692 929	898 983	29,7%
Résultat financier (d)	-357 262	-329 797	-316 970	-293 645	-278 093	-257 980	-271 372	
Résultat exceptionnel (e)	7 516	5 430	-1 752	-8 245	53 499	-109	94 399	
Epargne brute (CAF) (f=c+d+e)	712 307	1 144 911	1 141 883	1 353 829	1 172 580	434 840	722 009	66,0%
Recettes propres d'investissement (hors 1068) (i)	98 760	144 751	79 496	190 720	568 012	314 111	382 209	
Capacité de financement (j=f+i)	811 067	1 289 662	1 221 379	1 544 549	1 740 592	748 951	1 104 218	
Remboursement du capital de la dette	1 020 508	612 727	623 765	654 201	695 836	676 465	722 539	
Capacité de financement nette (k=j-g)	-209 441	676 935	597 614	890 348	1 044 756	72 486	381 679	
Dépenses d'équipement brut (l)	424 919	562 893	1 015 274	553 238	1 372 469	876 027	1 055 827	
Besoin de financement (m=l-k)	634 360	-114 042	417 660	-337 110	327 713	803 541	674 147	
Emprunt souscrit (n)	0	300 000	300 000	0	585 000	600 000	600 000	
Résultat 01/01 N (o)	811 479	177 119	591 161	473 501	810 611	1 067 898	864 357	
Résultat exercice (p=m+n)	-634 360	414 042	-117 660	337 110	257 287	-203 541	-74 147	
Résultat 31/12 N (o+p)	177 119	591 161	473 501	810 611	1 067 898	864 357	790 210	-8,6%
Encours de dette 01/01 N (q)	10 789 586	9 769 078	9 456 351	9 132 586	8 479 232	8 368 396	8 289 585	
Flux net de dette (r=n-g)	-1 020 508	-312 727	-323 765	-654 201	-110 836	-76 465	-122 539	
Encours de dette 31/12 N (q+r)	9 769 078	9 456 351	9 132 586	8 479 232	8 368 396	8 289 585	8 167 046	-1,5%
CAF	712 307	1 144 911	1 141 883	1 353 829	1 172 580	434 840	722 009	
taux de CAF	7%	10%	11%	12%	11%	4%	6%	56,7%
CAF nette	-308 201	532 184	518 118	699 628	476 744	-241 625	-530	-99,8%
Encours de dette / RRF	92%	87%	86%	78%	76%	75%	70%	-19,1%
Capacité de désendettement	13,7	8,3	8,0	6,3	7,1	19,1	11,3	
Fds de roulement en jours de dépenses	7	23	19	32	41	30	27	

2.2

Le plan pluriannuel d'investissement



Le PPI en dépenses - les montants

Le plan pluriannuel d'investissement de la commune de Waziers allant jusqu'à la fin du mandat compte 4 principaux projets d'investissement à étudier, et d'autres plus mineurs regroupés dans « autres ». Il représente près de 13,5 M€ de dépenses dont 50% à réaliser sur l'exercice 2026.

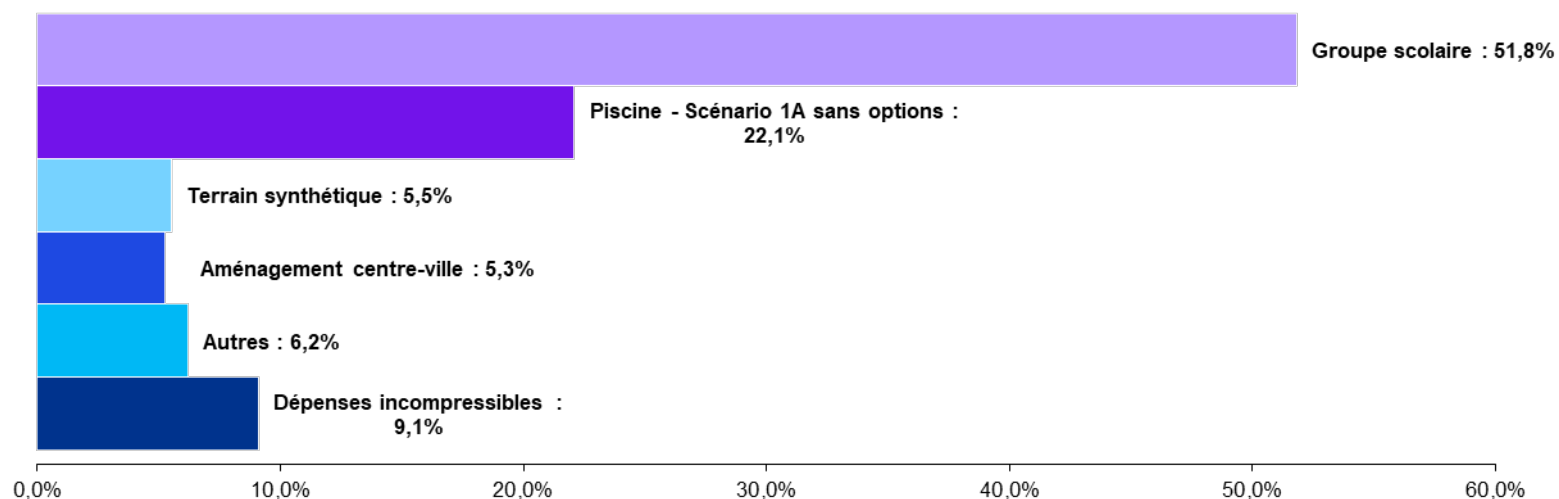
Le groupe scolaire constitue de loin le projet le plus important et représente 57% des dépenses du PPI sur la période (hors charges incompressibles). Notons que ce projet s'étale sur 10 ans entre 2023 et 2032. Seule une partie de la première phase des travaux afférents au groupe scolaire « Notre Dame » est intégrée au PPI.

Intitulé de l'action	Dépenses			
	2024	2025	2026	Total
Groupe scolaire	564 337	1 905 642	5 218 082	7 688 061
Piscine - Scénario 1A sans options	1 144 383	1 064 850	1 064 850	3 274 084
Terrain synthétique	820 000	0	0	820 000
Aménagement centre-ville	780 032	0	0	780 031
Autres (voirie, rénovation énergétique, équipements sportifs et culturels)	340 000	240 000	340 000	920 000
Total	3 648 752	3 210 492	6 622 932	13 482 175

Le PPI en dépenses – la part dans le total des dépenses d'investissement

Intitulé de l'action	Poids dans les dépenses d'investissement				
	2024	2025	2026	Total	Moyenne
Groupe scolaire	13,8%	52,1%	73,8%	51,8%	46,5%
Piscine - Scénario 1A sans options	27,9%	29,1%	15,1%	22,1%	24,0%
Terrain synthétique	20,0%	0,0%	0,0%	5,5%	6,7%
Aménagement centre-ville	19,0%	0,0%	0,0%	5,3%	6,3%
Autres (voirie, rénovation énergétique, équipements sportifs et culturels)	8,3%	6,6%	4,8%	6,2%	6,6%
Dépenses incompressibles	11,0%	12,3%	6,4%	9,1%	9,9%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Poids des projets dans les dépenses d'investissement



Le PPI en recettes - Les montants

Les recettes d'investissement du PPI s'élèvent à 2,95 M€. Selon les différents scénarios, elles sont susceptibles d'évoluer en fonction des projets retenus et également des taux de subventionnement espérés. Dans le cas présent, le taux de financement du PPI est de 22% (FCTVA + subventions).

Notons que dans la prospective, les subventions sont perçues en N+1 par rapport à la réalisation des dépenses ce qui produit un léger décalage dans la perception des subventions.

Intitulé de l'action	Recettes			
	2024	2025	2026	Total
Groupe scolaire	15 012	74 059	838 303	927 374
Piscine - Scénario 1A sans options	0	477 588	467 151	944 739
Terrain synthétique	18 750	489 900	0	508 650
Aménagement centre-ville	157 574	259 939	0	417 512
Autres (voirie, rénovation énergétique, équipements sportifs et culturels)	63 123	50 619	37 496	151 238
Total	254 458	1 352 105	1 342 950	2 949 513

Le PPI en recettes – les dispositifs de financement

Les recettes ont été déterminées au cas par cas pour chaque projet. Lorsqu'ils sont déjà connus, les noms des financeurs (ou des dispositifs) ont été inscrits dans le tableau PPI.

Le taux de subventionnement global présenté est celui utilisé dans le scénario de base dit « sans limitation ».

Intitulé de l'action	Part de subventionnement	Financeurs connus et/ou possibles
Groupe scolaire	30%	DRAC DSIL FEDER Ville de Douai
Piscine - Scénario 1A sans options	30%	DSIL FNADT PTS CD 59 Région HDF (PRADET + nager en HDF)
Terrain synthétique	50%	FAFA Région HDF
Aménagement centre-ville	40%	ATT CD 59 DETR PTS CD 59
Autres (voirie, rénovation énergétique, équipements sportifs et culturels)	Variable selon les projets	CAF DSIL Région HDF pôle éducation et avenir des jeunes

2.3

Prospective financière (2024 – 2026)



La prospective 2024 – 2026 : les hypothèses permanentes

- **Les hypothèses permanentes :**
 - **Le point de départ** : sur la base d'une situation budgétaire à fin octobre 2023, un CA d'atterrissage 2023 a été estimé afin de servir de socle de base à la prospective financière de 2024 à 2026 au fil de l'eau (scénario « sans limitation ») ;
 - Pour tous les scénarios, **l'engagement de baisse du taux de fiscalité** jusqu'en 2025 est intégré ;
 - **Un résultat de clôture** devant couvrir à minima 30 jours de dépenses de gestion ;
 - **Le bouclage de la prospective** se fait par recours à l'emprunt (avec prise en compte de règles de limitation en fonction des scénarios. Nous prenons en compte les charges liées à la dette historiquement souscrite (intérêts de la dette + remboursement du capital de la dette) ;
 - L'hypothèse prise est un recours à l'emprunt sur une durée de 20 ans avec un taux d'intérêt de 3,5 %.

Hypothèses permanentes - recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement

70 Produits des services	190 K€ annuels
73 Impôts et taxes	Intégration de la baisse de taux de foncier bâti de 2,2 % par an sur la base communale Croissance des bases : FB : + 4% en 2024, +3% en 2025, +2% en 2026 FNB : stable TH : stable
74 Dotations et participations	Données DGF 2023 Dotation forfaitaire : - 1%/an à partir de 2024 DSU : +3,5%/an en 2024, puis +2,5%/an à partir de 2025 DSR : +2%/an à partir de 2024 DNP : stable DSC : stable Attribution de compensation : stable Non reconduction du filet de sécurité après 2023
75 Autres produits des services	CA 2023 puis stable
76 Produits financiers	0 €/an à partir de 2023
77 Produits spécifiques	0 €/an à partir de 2023

Hypothèses permanentes - dépenses de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

011 Charges à caractère général	+2,5% / an à partir de 2024 Energie électricité et Chauffage : <ul style="list-style-type: none">• 2024 : prise en compte des économies d'énergie liée à la mise à l'arrêt de la piscine municipale• Hausse de 2,5%/an à partir de 2025
012 Dépenses de personnel	2023 : 6,157 M€ A partir de 2024 : +2,5%/an
014 Atténuation de produits	0 €
65 Autres charges courantes	Reconduction du dispositif de mutualisation de la piscine Subventions au CCAS : 290 K€ en 2024, puis 255 K€ les années suivantes Stabilité du chapitre à partir de 2025
66 Charges financières	Intérêts de la dette historique et simulation de dette nouvelle
67 Charges spécifiques	0 K€/an à partir de 2023

Hypothèses permanentes – section d'investissement

Dépenses d'investissement

Dépenses d'équipement	Intégration des dépenses du PPI à partir de 2024 Prise en compte des travaux liés à l'ADAP (relevant des dépenses incompressibles)
Remboursement du capital de la dette	Selon le profil de dette existant Taux de 3,5 % sur 20 ans pour la dette nouvelle

Recettes d'investissement

FCTVA	80% de dépenses éligibles HT au taux de 16,404 %
Subvention d'investissement	Intégration des recettes du PPI à partir de 2024 Taux de subventionnement à 15% pour les projets dont les subventions ne sont pas connues
Cessions d'investissement	Pas de cession prévue dans le scénario central
Emprunt	En 2023 montant prévu au BP puis variable de bouclage annuelle pour la prospective Taux de 3,5% sur 20 ans

Les scénarios étudiés

3 scénarios sont étudiés :

- **Scénario « sans limitation » : réalisation de l'ensemble des projets du PPI**
 - Pas de recherche de marge de manœuvre ou de levier fiscal
 - Réalisation de tous les projets d'investissement du PPI
 - Bouclage par l'emprunt sans fixation de limites
- **Scénario 1 : Indicateurs d'épargne positifs et PPI réajusté (niveau 1)**
 - Arbitrage des projets du PPI, mise à l'écart des projets suivants : terrain synthétique et espace culturel
 - Taux de subventionnement du groupe scolaire fixé à 50%
 - Fixation de l'emprunt sans dépasser un encours de dette/RRF de 150% et 15 ans de capacité de désendettement
 - Bouclage de financement par détermination de l'épargne supplémentaire nécessaire
- **Scénario 2 : Indicateurs d'épargne positifs et PPI réajusté (niveau 2)**
 - Arbitrage des projets du PPI, mise à l'écart des projets suivants : **piscine (scénario 1A)**, terrain synthétique et espace culturel
 - Taux de subventionnement du groupe scolaire fixé à 50%
 - Fixation de l'emprunt sans dépasser un encours de dette/RRF de 150% et 15 ans de capacité de désendettement
 - Bouclage de financement par détermination de l'épargne supplémentaire nécessaire

3

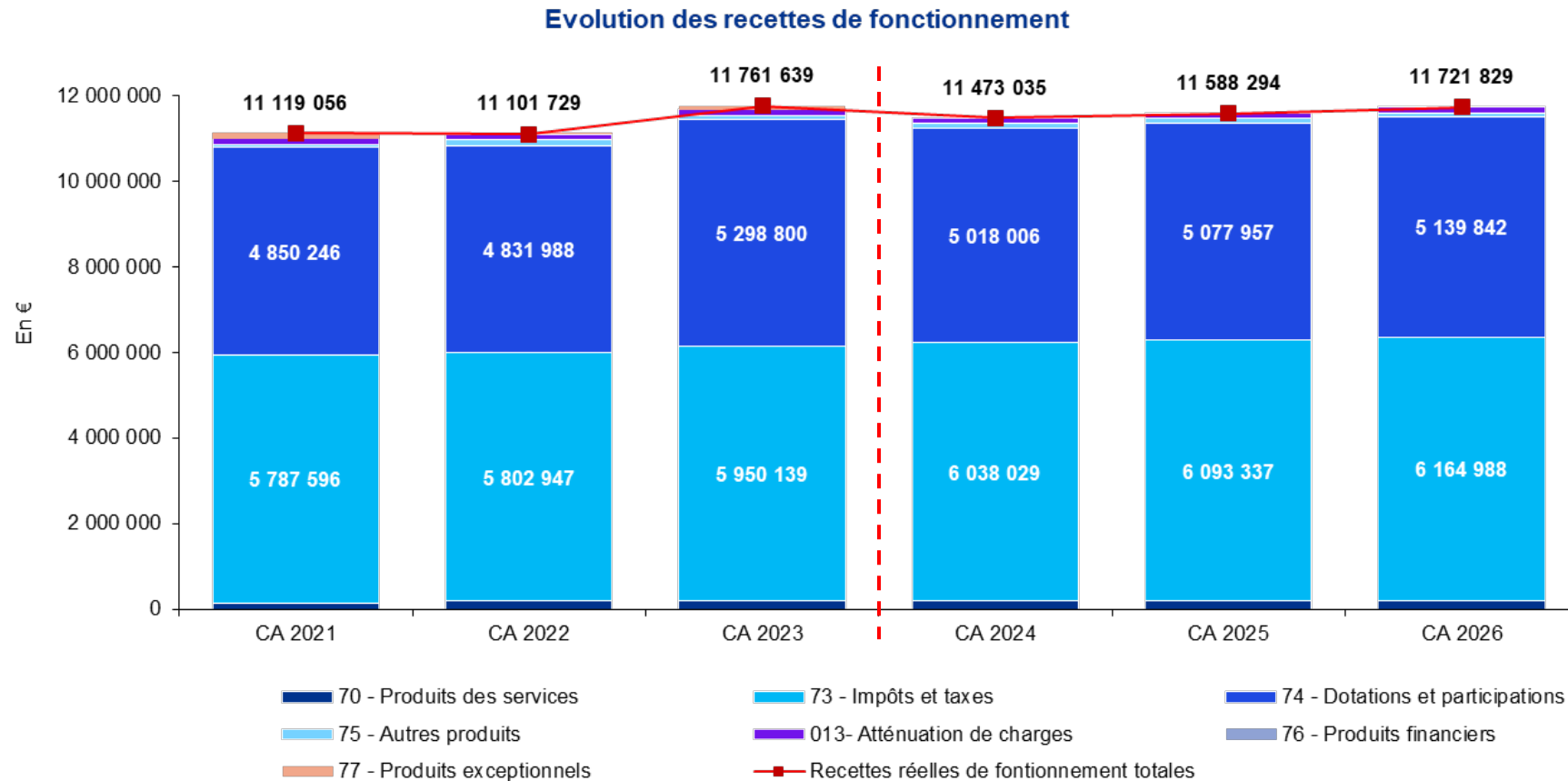
Étude des scénarios

3.1

Scénario « sans limitation » : réalisation de l'ensemble des projets du PPI



Des recettes de fonctionnement peu dynamiques



L'année 2023 marque un pic des recettes de fonctionnement. Cela est dû au filet de sécurité (293 K€), dotation versée par l'Etat afin de soutenir les collectivités pour faire face la hausse des prix de l'énergie. Il n'est pas reconduit (dans la prospective) les années suivantes, ce qui explique la baisse des recettes de fonctionnement en 2024.

Zoom sur la fiscalité – impact de la baisse des taux

Jusqu'en 2026, ont été intégrées les baisses de 2,2% par an entre 2022 et 2025 du taux sur le foncier bâti, passant de 58,17% en 2022 à 55,63% en 2025. Dans le même temps, cette baisse du taux est compensée par une augmentation de la base de foncier bâti de 4% en 2024, 3% en 2025, puis 2% en 2026. Finalement, entre 2023 et 2026, c'est une hausse de 6,2% du produit de la taxe sur le foncier bâti qui est attendue, soit 215 K €.

Les taux ainsi que les bases de taxe d'habitation résiduelles et de taxe sur le foncier non bâti sont stabilisés à partir de 2023.

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026
Base réelle TH résiduelle nette	454 587	200 965	194 844	194 844	194 844	194 844
Taux TH résiduelle voté (en %)	24,94%	24,94%	24,94%	24,94%	24,94%	24,94%
Produit de la taxe d'habitation	113 374	50 121	48 594	48 594	48 594	48 594
6,2%						
Base réelle FB nette	4 439 642	4 634 066	4 963 085	5 161 608	5 316 456	5 422 785
Taux FB voté (en %)	59,04%	58,17%	57,31%	56,46%	55,63%	55,63%
Coefficient correcteur	479 572	555 535	594 978	612 827	625 084	637 586
Produit de la taxe foncière	3 100 737	3 251 171	3 439 322	3 527 211	3 582 520	3 654 170
6,2%						
Base réelle FNB nette	18 386	18 985	20 200	20 200	20 200	20 200
Taux FNB voté (en %)	82%	82%	82%	82%	82%	82%
Produit de la taxe foncière non bâtie	15 007	15 496	16 487	16 487	16 487	16 487

Zoom sur les dotations – l'effet DSU compensant la forfaitaire

Comme vu précédemment, les hypothèses prises au titre de la dotation globale de fonctionnement sont les suivantes :

- Baisse de 1%/an à partir de 2024 de la dotation forfaitaire ;
- Augmentation de 3,5% en 2024, puis 2,5% à partir de 2025 de la DSU ;
- Augmentation de 2%/an à partir de 2024 de la DSR ;
- Stabilité de la DNP.

Au total, la DGF augmenterait de 204 912 € entre 2023 et 2026, ce qui représente 4,7% de progression.

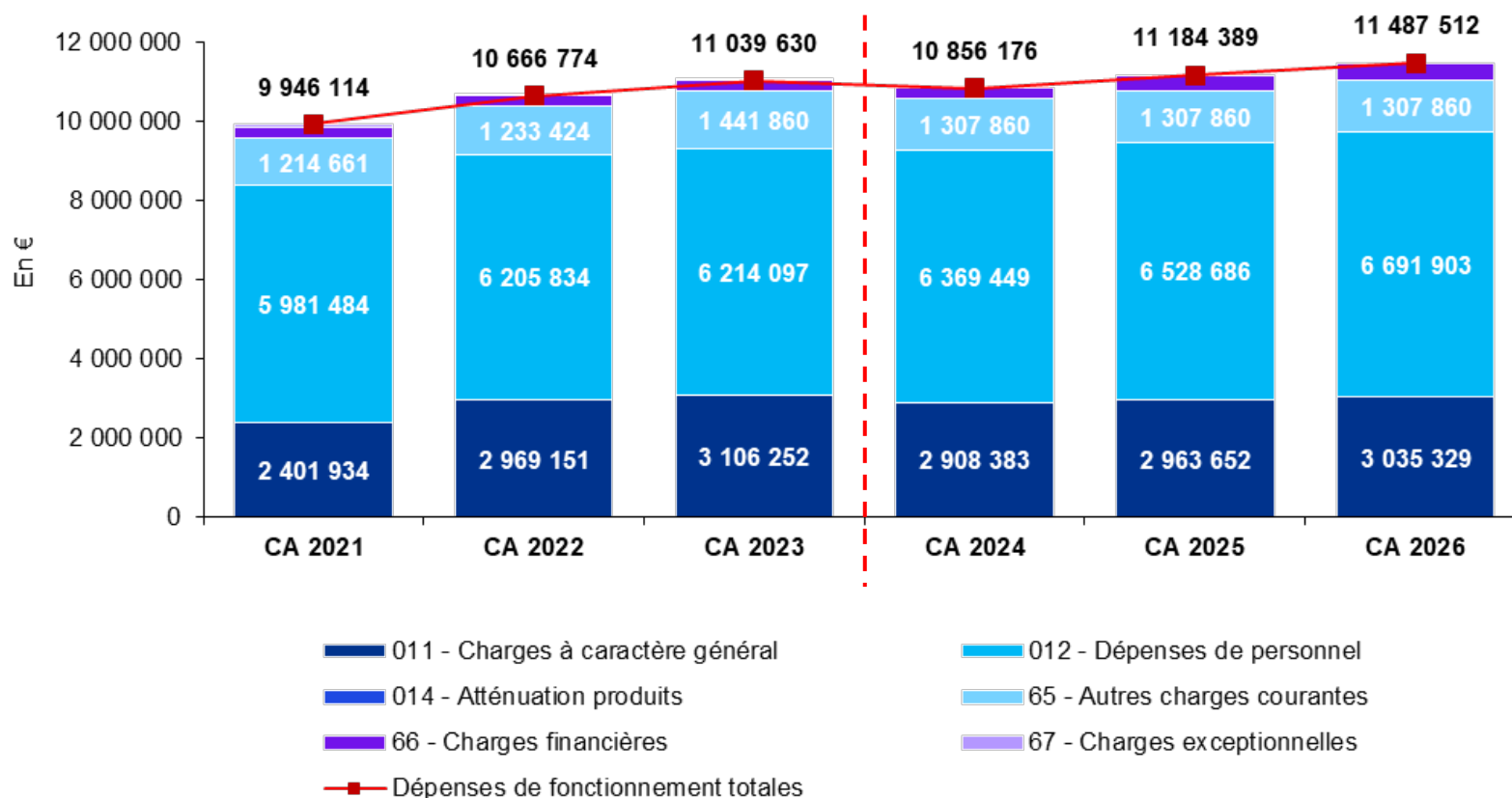
	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026
Dotation forfaitaire	1 361 480	1 359 141	1 356 616	1 343 050	1 329 619	1 316 323
Dotation de solidarité rurale	303 008	323 025	344 673	351 566	358 598	365 770
Dotation de solidarité urbaine	2 428 525	2 495 088	2 564 255	2 654 004	2 720 354	2 788 363
Dotation nationale de péréquation	97 798	88 018	79 216	79 216	79 216	79 216
Total dotation globale de fonctionnement	4 190 811	4 265 272	4 344 760	4 427 836	4 487 787	4 549 672

Dotation de solidarité communautaire	1 844 170	1 844 170	1 844 170	1 844 170	1 844 170	1 844 170
Attribution de compensation	228 596	179 459	180 000	180 000	180 000	180 000
Total fiscalité reversée	2 072 766	2 023 629	2 024 170	2 024 170	2 024 170	2 024 170

Notons que les dotations sont indexées sur la population de la ville. Le recensement prévu initialement fin 2023 se tiendra finalement fin 2024, ce qui impactera le calcul des dotations futures.

La dynamique des dépenses de fonctionnement

Evolution des dépenses de fonctionnement

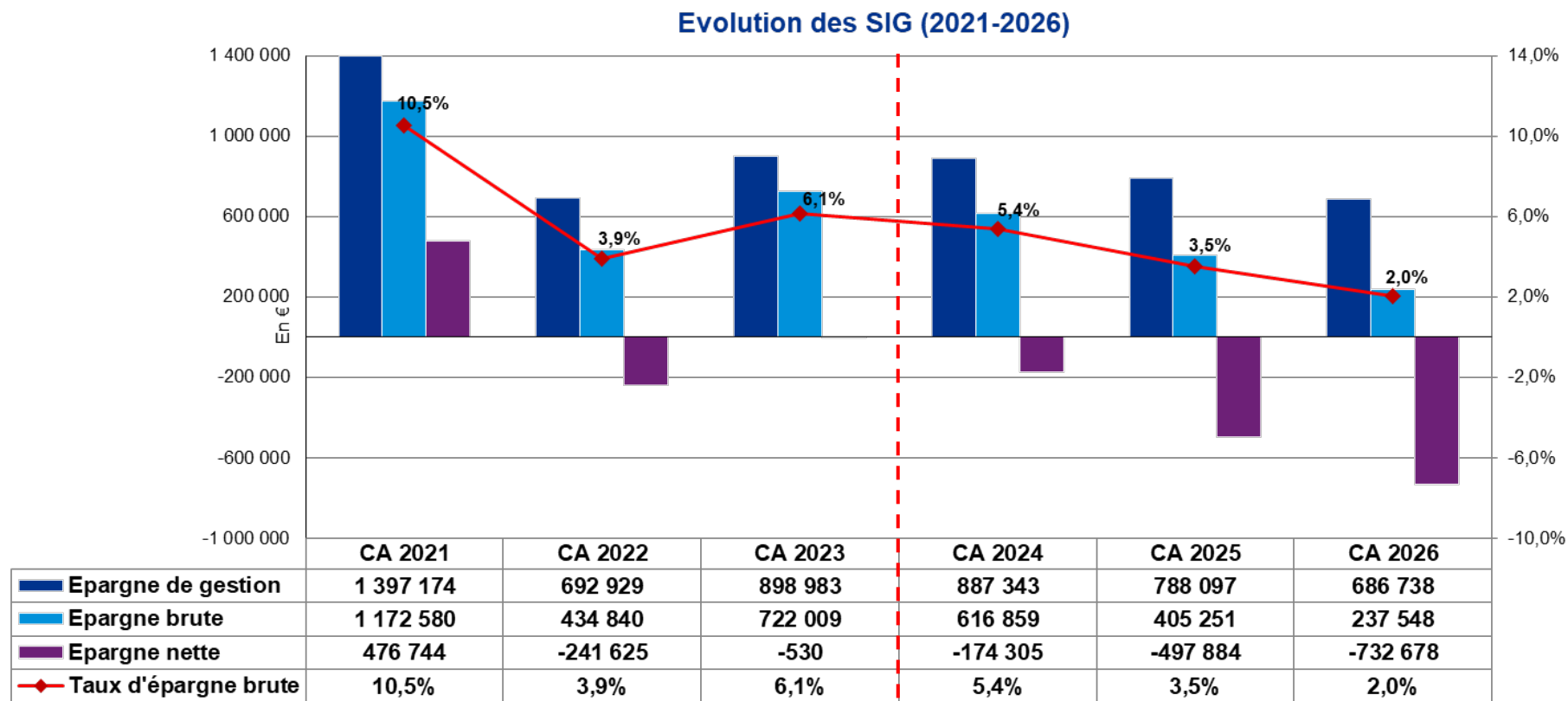


De la même manière que pour les recettes de fonctionnement, l'année 2023 marque un pic en dépenses.

L'année suivante, une baisse est observée en raison des économies liées à une solution de mutualisation pour la piscine municipale.

Entre 2024 et 2026, les dépenses de fonctionnement évoluent plus rapidement que les recettes. Un effet ciseau se produit et les niveaux d'épargne se dégradent (**voir slide suivant**).

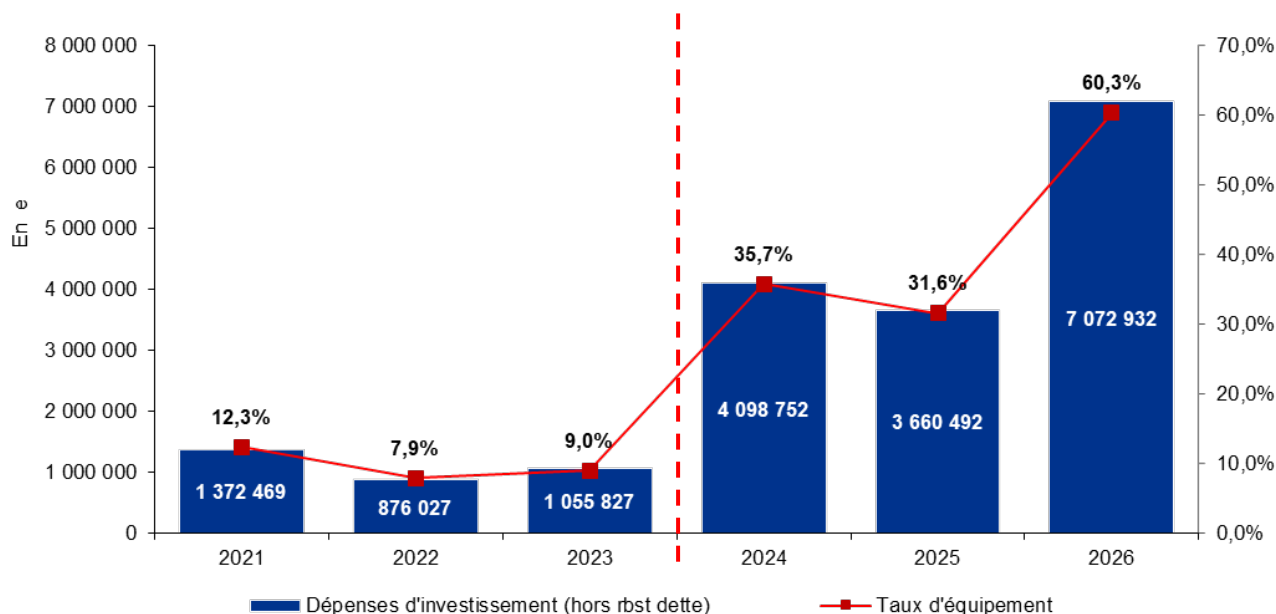
Conséquence de l'effet ciseau : des soldes intermédiaires de gestion qui se dégradent progressivement dès 2024



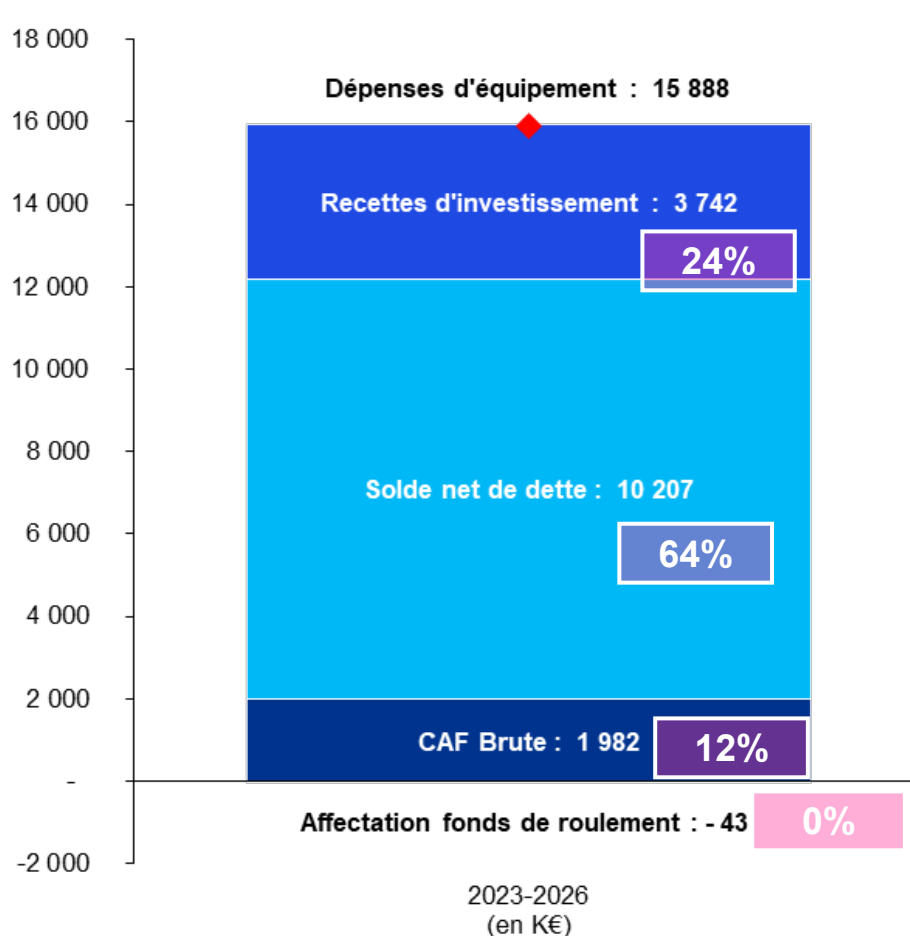
Afin de financer son PPI, ainsi que les dépenses incompressibles, la commune de Waziers doit recourir à un emprunt de **13 M€** entre **2024** et **2026**. Il en résulte une **dégradation progressive des soldes intermédiaires de gestion**.

Un niveau de dépenses d'équipement bien supérieur aux années précédentes entraînant un recours accru à l'endettement

Evolution des dépenses d'investissement et du taux d'équipement (DI/RRF)



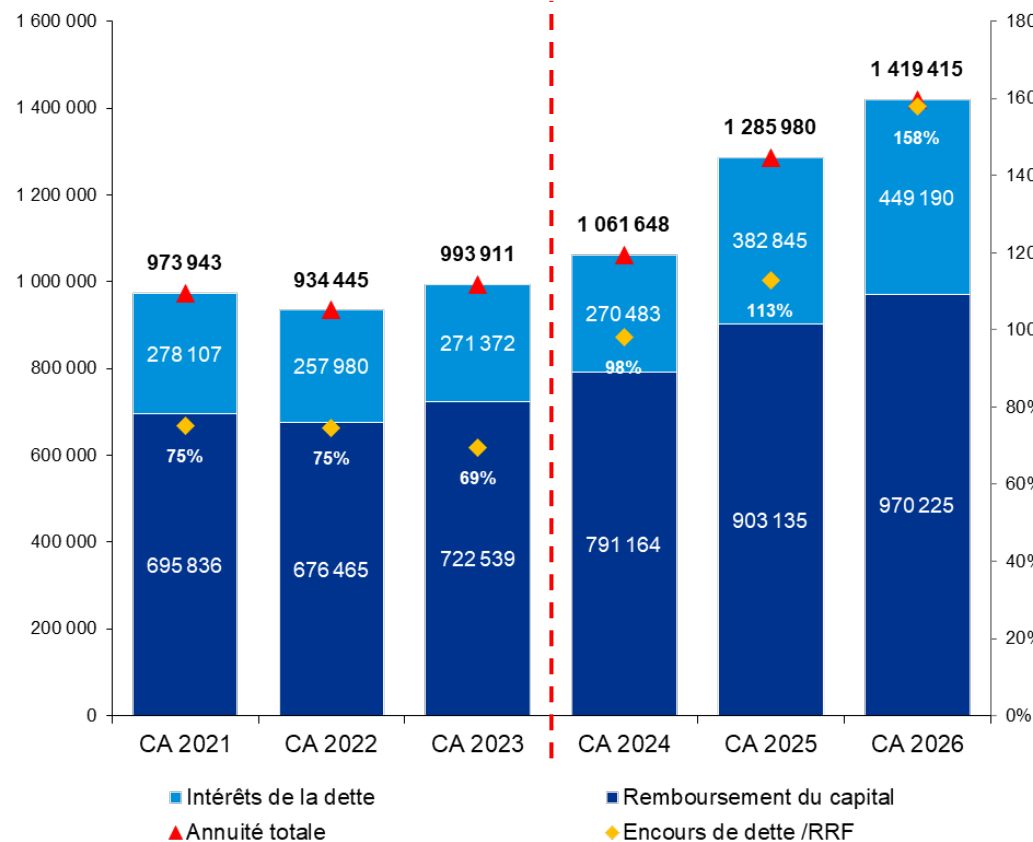
Structure moyenne de financement des investissements (2023-2026)



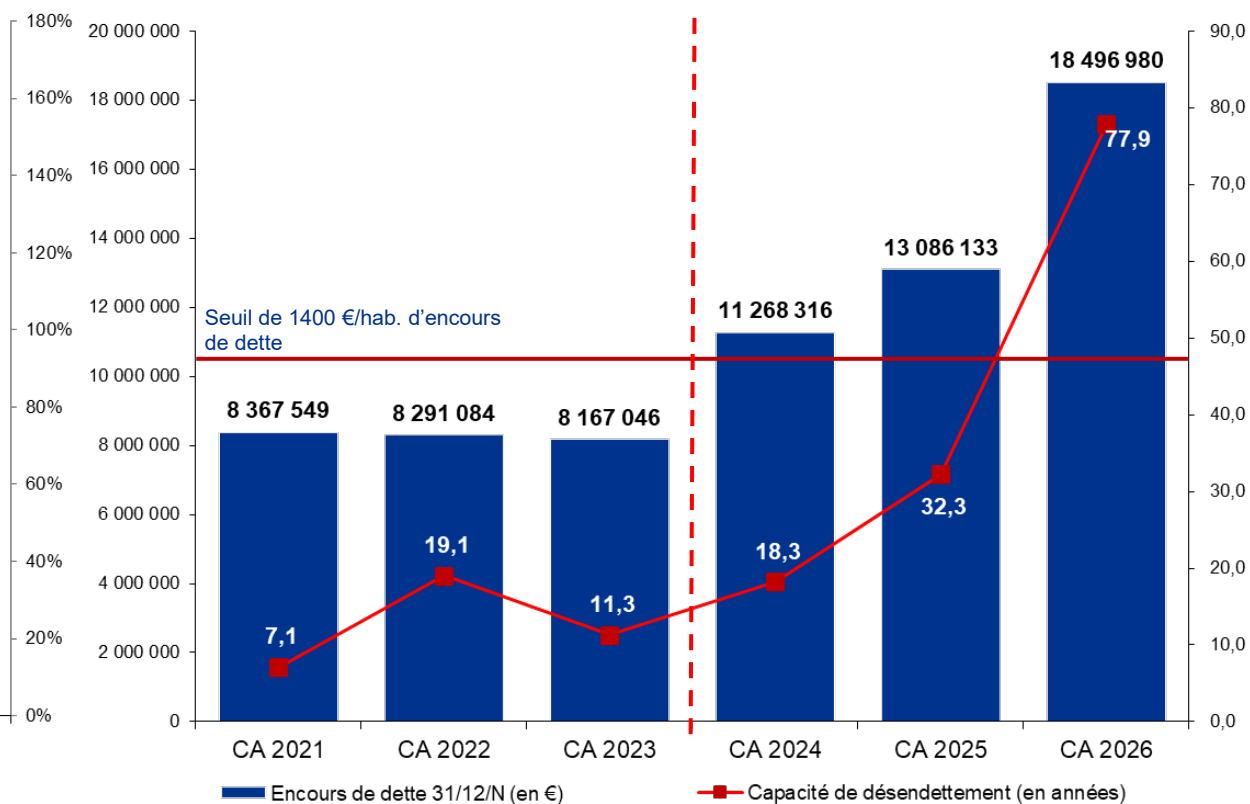
Le niveau élevé de dépenses d'équipement à partir de 2024 induit un fort recours à l'emprunt sur la période prospective. Il représente 65% de la structure moyenne de financement des investissements entre 2023 et 2026.

Un endettement difficilement soutenable

Evolution de l'annuité de la dette



Evolution de l'encours de dette et de la capacité de désendettement



L'annuité de la dette augmente considérablement, passant de 994 K€ en 2023 à 1,419 M€ en 2026, soit une augmentation de 42,8% en 3 ans.

Parallèlement, l'encours de dette croît sensiblement : +126% entre 2023 et 2026.

Un scénario non réalisable au vue de la forte dégradation des indicateurs financiers

Comptes administratifs	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026	Taux de variation 2023-2026
Recettes de gestion (a)	10 995 253	11 101 338	11 665 939	11 473 035	11 588 294	11 721 829	0,5%
Dépenses de gestion (b)	9 598 079	10 408 409	10 766 957	10 585 692	10 800 198	11 035 092	2,5%
Epargne de gestion (c=a-b)	1 397 174	692 929	898 983	887 343	788 097	686 738	-23,6%
Résultat financier (d)	-278 093	-257 980	-271 372	-270 483	-382 845	-449 190	
Résultat exceptionnel (e)	53 499	-109	94 399	0	0	0	
Epargne brute (CAF) (f=c+d+e)	1 172 580	434 840	722 009	616 859	405 251	237 548	-67,1%
Recettes propres d'investissement (hors 1068) (i)	568 012	314 111	382 209	460 472	1 455 054	1 443 844	
Capacité de financement (j=f+i)	1 740 592	748 951	1 104 218	1 077 331	1 860 306	1 681 392	
Remboursement du capital de la dette	695 836	676 465	722 539	791 164	903 135	970 225	
Capacité de financement nette (k=j-g)	1 044 756	72 486	381 679	286 167	957 171	711 167	
Dépenses d'équipement brut (l)	1 372 469	876 027	1 055 827	4 098 752	3 660 492	7 072 932	
Besoin de financement (m=l-k)	327 713	803 541	674 147	3 812 585	2 703 321	6 361 766	
Emprunt souscrit (n)	585 000	600 000	600 000	3 892 434	2 720 952	6 381 072	
Résultat 01/01 N (o)	810 611	1 067 898	864 357	790 210	870 059	887 689	
Résultat exercice (p=-m+n)	257 287	-203 541	-74 147	79 849	17 631	19 306	
Résultat 31/12 N (o+p)	1 067 898	864 357	790 210	870 059	887 689	906 996	14,8%
Encours de dette 01/01 N (q)	8 479 232	8 368 396	8 289 585	8 167 046	11 268 316	13 086 133	
Flux net de dette (r=n-g)	-110 836	-76 465	-122 539	3 101 270	1 817 817	5 410 847	
Encours de dette 31/12 N (q+r)	8 368 396	8 289 585	8 167 046	11 268 316	13 086 133	18 496 980	126,5%
CAF	1 172 580	434 840	722 009	616 859	405 251	237 548	
taux de CAF	11%	4%	6%	5%	3%	2%	-67,0%
CAF nette	476 744	-241 625	-530	-174 305	-497 884	-732 678	138235,6%
Encours de dette / RRF	76%	75%	70%	98%	113%	158%	125,4%
Capacité de désendettement	7,1	19,1	11,3	18,3	32,3	77,9	
Fds de roulement en jours de dépenses	41	30	27	30	30	30	

Conclusion du scénario « sans limitation » : l'impératif du redressement de l'épargne

- Le PPI de la commune est ambitieux et constitue un effort d'investissement conséquent
- Le scénario sans limitation pousse à l'extrême les conclusions des années 2021, 2022 et 2023 : pas de PPI réalisable sans redressement de l'épargne de la collectivité.
- Schématiquement, 1€ de variation d'épargne entraîne 3€ de variation de dépenses d'investissement réalisables :

1€ d'épargne supplémentaire = 1€ d'emprunt en plus = 1€ de subvention en plus

- Les scénarii alternatifs étudiés visent :
 - À maximiser le niveau d'investissement réalisable ;
 - Compte-tenu de l'utilisation maximale, mais acceptables des capacités d'endettement ;
 - Et déterminent pour cela, le niveau minimal d'autofinancement (épargne) à atteindre.

3.2

Scénario 1 : Indicateurs d'épargne positifs et PPI réajusté (niveau 1)



Hypothèses de limitation

En plus des hypothèses permanentes inhérentes à tous les scénarios, ajoutons **pour les scénarios 1 et 2** les limites d'emprunt suivantes :

- L'encours de dette/RRF ne doit pas dépasser 150% ;
- La capacité de désendettement doit rester inférieure à 15 ans.

Ces restrictions permettent à la prospective d'être réaliste sans entraîner une dégradation significative de la situation financière de la commune. En contrepartie, le bouclage de la prospective se fait par recherche de d'autofinancement supplémentaire (dépenses en moins ou recettes en plus).

Un PPI réajusté afin de réduire le niveau des dépenses d'investissement à financer

Comme vu précédemment, le scénario « sans limitation » n'est pas viable et entraîne une dégradation significative de la situation financière de la commune de Waziers.

Dans le but d'éviter cette situation, un premier niveau d'arbitrage a été effectué afin de sélectionner les projets du PPI à intégrer ou non à la prospective. Deux projets ont donc été retirés de la prospective : le terrain synthétique et l'espace culturel.

Cet arbitrage donne lieu à une baisse des dépenses d'investissement sur la période 2024-2026 de 920 K€.

Intitulé de l'action	Dépenses			
	2024	2025	2026	Total
Groupe scolaire	564 337	1 905 642	5 218 082	7 688 061
Piscine - Scénario 1A sans options	1 144 383	1 064 850	1 064 850	3 274 084
Aménagement centre-ville	780 031	0	0	780 031
Autres (voirie, rénovation énergétique)	340 000	240 000	240 000	820 000
Total	2 828 751	3 210 492	6 522 932	12 562 175

Un PPI réajusté afin de réduire le niveau des dépenses d'investissement à financer

Le passage du niveau de subventionnement du groupe scolaire à 50% ainsi que la mise à l'écart de 2 projets du PPI donne lieu à une baisse des recettes d'investissement de 3,9%, soit -117 K€ par rapport au scénario « sans limitation ». Cela est compensé par la baisse de 920 K€ des dépenses d'équipement.

Dans ce scénario, le taux de financement du PPI s'élève à 23%.

Intitulé de l'action	Recettes			
	2024	2025	2026	Total
Groupe scolaire	15 012	74 059	1 230 451	1 319 522
Piscine - Scénario 1A sans options	0	477 588	467 151	944 739
Aménagement centre-ville	157 574	259 939	0	417 512
Autres (voirie, rénovation énergétique)	63 123	50 619	37 496	151 238
Total	235 708	862 205	1 735 098	2 833 011

Un scénario réaliste mais nécessitant des ressources supplémentaires conséquentes

Comptes administratifs	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026	Taux de variation 2023-2026
Recettes de gestion (a)	10 995 253	11 101 338	11 665 939	11 473 035	11 588 294	11 721 829	0,5%
Dépenses de gestion (b)	9 598 079	10 408 409	10 766 957	10 585 692	10 800 198	11 035 092	2,5%
Ressources supplémentaires (c)				100 000	400 000	850 000	
Epargne de gestion (d=a-b+c)	1 397 174	692 929	898 983	987 343	1 188 097	1 536 738	70,9%
Résultat financier (e)	-278 093	-257 980	-271 372	-270 483	-353 410	-422 113	
Résultat exceptionnel (f)	53 499	-109	94 399	0	0	0	
Epargne brute (CAF) (g=d+e+f)	1 172 580	434 840	722 009	716 859	834 687	1 114 625	54,4%
Recettes propres d'investissement (hors 1068) (j)	568 012	314 111	382 209	381 485	958 240	1 830 960	
Capacité de financement (k=g+j)	1 740 592	748 951	1 104 218	1 098 345	1 792 927	2 945 585	
Remboursement du capital de la dette	695 836	676 465	722 539	791 164	873 396	940 776	
Capacité de financement nette (l=k-h)	1 044 756	72 486	381 679	307 180	919 531	2 004 809	
Dépenses d'équipement brut (m)	1 372 469	876 027	1 055 827	3 278 752	3 660 492	6 972 932	
Besoin de financement (n=m-l)	327 713	803 541	674 147	2 971 571	2 740 961	4 968 123	
Emprunt souscrit (o)	585 000	600 000	600 000	3 051 420	2 758 592	4 987 430	
Résultat 01/01 N (p)	810 610	1 067 897	864 356	790 209	870 058	887 688	
Résultat exercice (q=-n+o)	257 287	-203 541	-74 147	79 849	17 631	19 306	
Résultat 31/12 N (p+q)	1 067 897	864 356	790 209	870 058	887 688	906 995	388,0%
Encours de dette 01/01 N (r)	8 478 385	8 367 549	8 291 084	8 168 545	10 428 801	12 313 997	
Flux net de dette (s=o-h)	-110 836	-76 465	-122 539	2 260 256	1 885 196	4 046 653	
Encours de dette 31/12 N (r+s)	8 367 549	8 291 084	8 168 545	10 428 801	12 313 997	16 360 650	-15,1%
CAF	1 172 580	434 840	722 009	716 859	834 687	1 114 625	
taux de CAF	11%	4%	6%	6%	7%	10%	-41,6%
CAF nette	476 744	-241 625	-530	-74 305	-38 709	173 849	
Encours de dette / RRF	76%	75%	70%	91%	106%	140%	-19,1%
Capacité de désendettement	7,1	19,1	11,3	14,5	14,8	14,7	
Fds de roulement en jours de dépenses	41	30	27	30	30	30	

La nécessité de dégager des ressources supplémentaires

Malgré une baisse des dépenses et une hausse des recettes d'investissement, il est nécessaire de dégager un autofinancement supplémentaire afin de répondre aux indicateurs fixés préalablement, à savoir :

- 30 jours de fonds de roulement à minima ;
- 15 ans de capacité de désendettement maximale ;
- 150% maximum d'encours de dette/RRF.

Ces ressources, qu'elles apparaissent en recettes ou en dépenses s'élèvent à **1,35 M€ entre 2024 et 2026**.

Libellé	2024	2025	2026
ÉPARGNE DE GESTION	887 343	788 097	686 738
Recettes supplémentaires	50 000	200 000	425 000
Economie (dépenses en moins)	50 000	200 000	425 000
Ressources supplémentaires	100 000	400 000	850 000
ÉPARGNE DE GESTION NOUVELLE	987 343	1 188 097	1 536 738

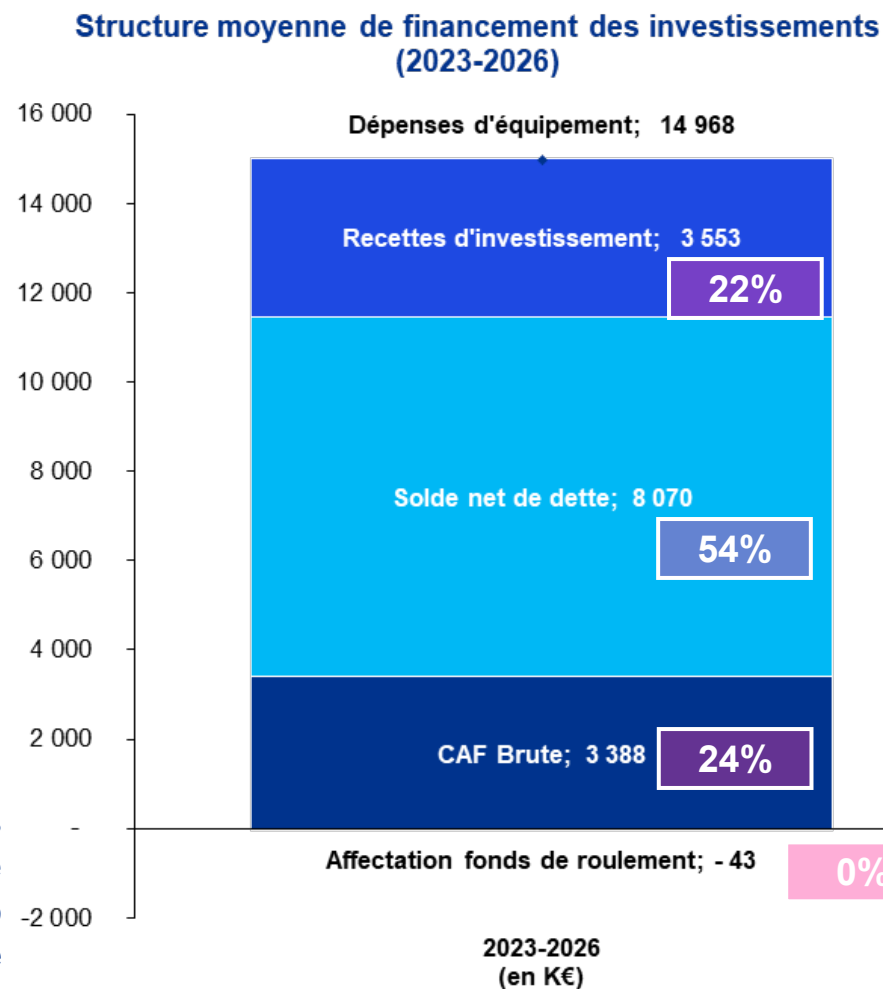
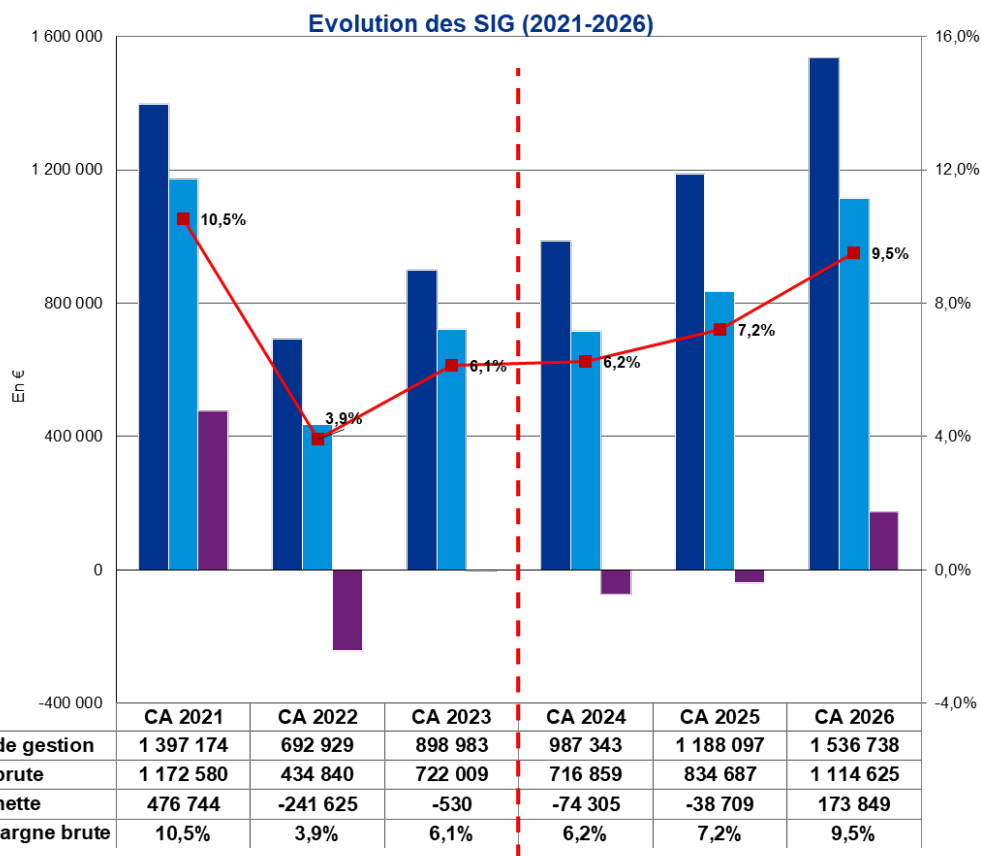
A titre indicatif, l'autofinancement supplémentaire dégagé représente en moyenne sur la période 2024-2026 :

- 33,9% des recettes fiscales (taxe d'habitation résiduelle, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties) ;
- 3,9% des recettes réelles de fonctionnement ;
- 4,0% des dépenses réelles de fonctionnement.

Pour exemple, en 2024, une augmentation de 2,836% du taux de TFB est nécessaire pour atteindre les 100 K€ de recettes supplémentaires.

Rappel : **une augmentation d'1% de TFB génère une hausse de 35 272 € du produit de la taxe foncière en 2024.**

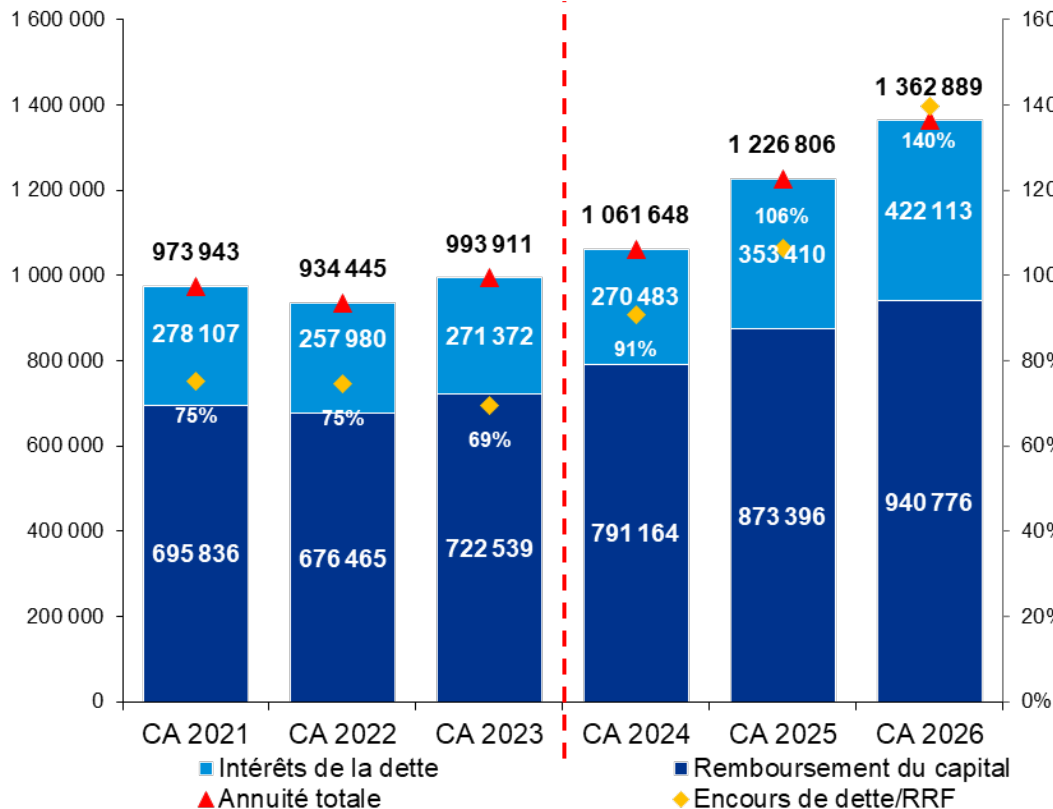
Des soldes intermédiaires de gestion en nette amélioration (apport de l'autofinancement supplémentaire)



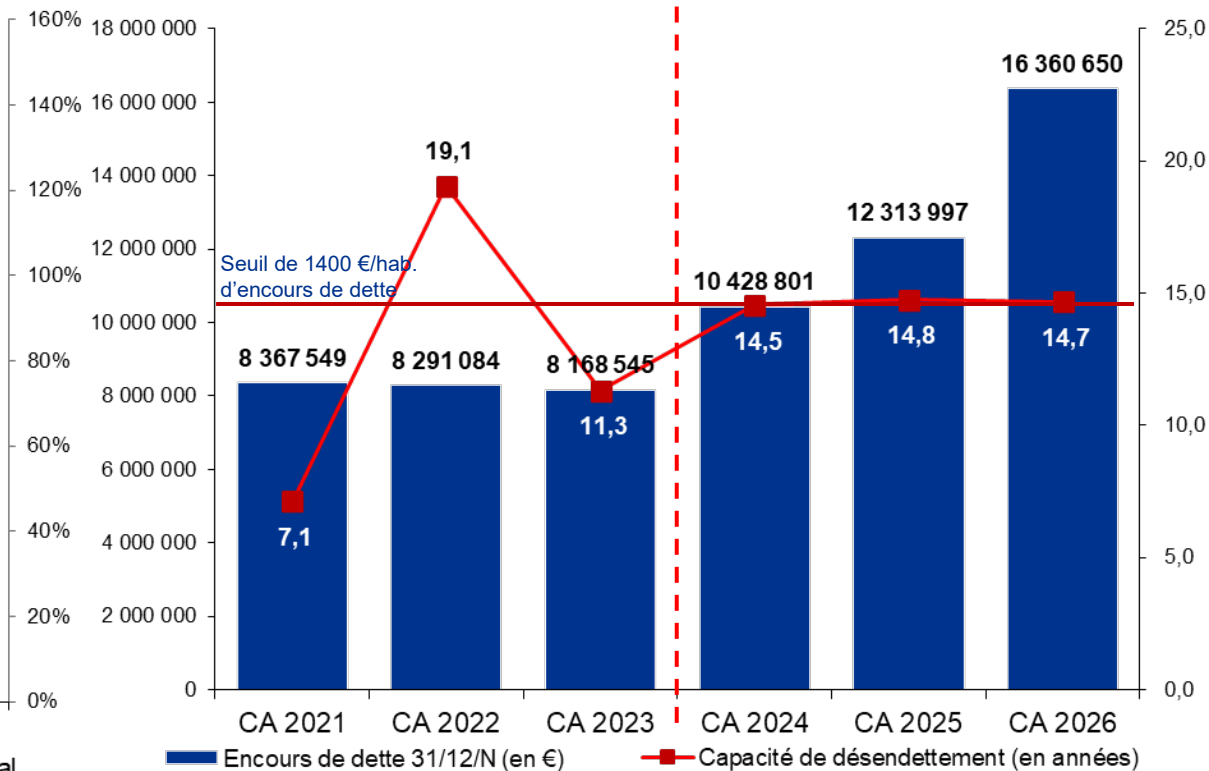
Les ressources supplémentaires dégagées ainsi que la baisse des dépenses d'équipement sur la période permettent à la commune de réduire la souscription à l'emprunt de 2,2 M€ par rapport au scénario initial. Il en découle une amélioration des soldes intermédiaires de gestion à partir de 2025.

Un scénario permettant un moindre recours à l'endettement

Evolution de l'annuité de la dette



Evolution de l'encours de dette et de la capacité de désendettement



Comparé au scénario « sans limitation », l'annuité de la dette augmente « seulement » de 37,1% entre 2023 et 2026.

En parallèle, la capacité de désendettement ne dépasse pas le seuil de 15 ans à partir de 2023 mais reste élevée.

3.3

Scénario 2 : Indicateurs d'épargne positifs et PPI réajusté (niveau 2)



Un PPI de nouveau réajusté

Ce scénario émet l'hypothèse qu'aucun travaux de réhabilitation de la piscine municipale est effectué. Cela permet au PPI d'afficher une baisse des dépenses d'équipement de près de 3,3 M€ par rapport au scénario 1. Le taux de financement s'élève à 20%.

Intitulé de l'action	Dépenses			
	2024	2025	2026	Total
Groupe scolaire	564 337	1 905 642	5 218 082	7 688 061
Aménagement centre-ville	780 031	0	0	780 031
Autres (voirie, rénovation énergétique)	340 000	240 000	240 000	820 000
Total	1 684 368	2 145 642	5 458 082	9 288 092

Intitulé de l'action	Recettes			
	2024	2025	2026	Total
Groupe scolaire	15 012	74 059	1 230 451	1 319 522
Aménagement centre-ville	157 574	259 939	0	367 512
Autres (voirie, rénovation énergétique)	63 123	50 619	37 496	151 238
Total	235 708	384 617	1 267 947	1 838 272

Un scénario plus optimiste que le précédent mais nécessitant toujours un niveau d'épargne supplémentaire élevé

Comptes administratifs	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026	Taux de variation 2023-2026
Recettes de gestion (a)	10 995 253	11 101 338	11 665 939	11 473 035	11 588 294	11 721 829	0%
Dépenses de gestion (b)	9 598 079	10 408 409	10 766 957	10 585 692	10 800 198	11 035 092	2%
Ressources supplémentaires (c)				50 000	250 000	650 000	
Epargne de gestion (d=a-b+c)	1 397 174	692 929	898 983	937 343	1 038 097	1 336 738	49%
Résultat financier (e)	-278 093	-257 980	-271 372	-270 483	-315 106	-367 164	
Résultat exceptionnel (f)	53 499	-109	94 399	0	0	0	
Epargne brute (CAF) (g=d+e+f)	1 172 580	434 840	722 009	666 859	722 990	969 573	34%
Recettes propres d'investissement (hors 1068) (j)	568 012	314 111	382 209	381 485	480 652	1 363 810	
Capacité de financement (k=g+j)	1 740 592	748 951	1 104 218	1 048 345	1 203 642	2 333 383	
Remboursement du capital de la dette	695 836	676 465	722 539	791 164	834 697	882 538	
Capacité de financement nette (l=k-h)	1 044 756	72 486	381 679	257 180	368 945	1 450 844	
Dépenses d'équipement brut (m)	1 372 469	876 027	1 055 827	2 134 369	2 595 642	5 908 082	
Besoin de financement (n=m-l)	327 713	803 541	674 147	1 877 189	2 226 697	4 457 238	
Emprunt souscrit (o)	585 000	600 000	600 000	1 957 038	2 244 328	4 476 544	
Résultat 01/01 N (p)	811 116	1 068 403	864 862	790 715	870 564	888 194	
Résultat exercice (q=-n+o)	257 287	-203 541	-74 147	79 849	17 631	19 306	
Résultat 31/12 N (p+q)	1 068 403	864 862	790 715	870 564	888 194	907 501	15%
Encours de dette 01/01 N (r)	8 478 385	8 367 549	8 291 084	8 168 545	9 334 418	10 744 049	
Flux net de dette (s=o-h)	-110 836	-76 465	-122 539	1 165 873	1 409 630	3 594 006	
Encours de dette 31/12 N (r+s)	8 367 549	8 291 084	8 168 545	9 334 418	10 744 049	14 338 054	76%
CAF	1 172 580	434 840	722 009	666 859	722 990	969 573	
taux de CAF	11%	4%	6%	6%	6%	8%	35%
CAF nette	476 744	-241 625	-530	-124 305	-111 707	87 035	
Encours de dette / RRF	76%	75%	70%	81%	93%	122%	75%
Capacité de désendettement	7,1	19,1	11,3	14,0	14,9	14,8	31%
Fds de roulement en jours de dépenses	41	30	27	30	30	30	

La nécessité de dégager des ressources supplémentaires

Comme pour le scénario précédent, il est nécessaire de dégager un autofinancement supplémentaire afin d'être en conformité vis-à-vis des limites fixées. Du fait de la baisse des dépenses d'équipement, cet autofinancement supplémentaire nécessaire est moins important que dans le scénario 1 (950 K€ contre 1,35 M€).

Libellé	2024	2025	2026
ÉPARGNE DE GESTION	887 343	788 097	686 738
Recettes supplémentaires	25 000	125 000	325 000
Economie (dépenses en moins)	25 000	125 000	325 000
Ressources supplémentaires	50 000	250 000	650 000
ÉPARGNE DE GESTION NOUVELLE	937 343	1 038 097	1 336 738

A titre indicatif, l'autofinancement supplémentaire dégagé représente en moyenne sur la période 2024-2026 :

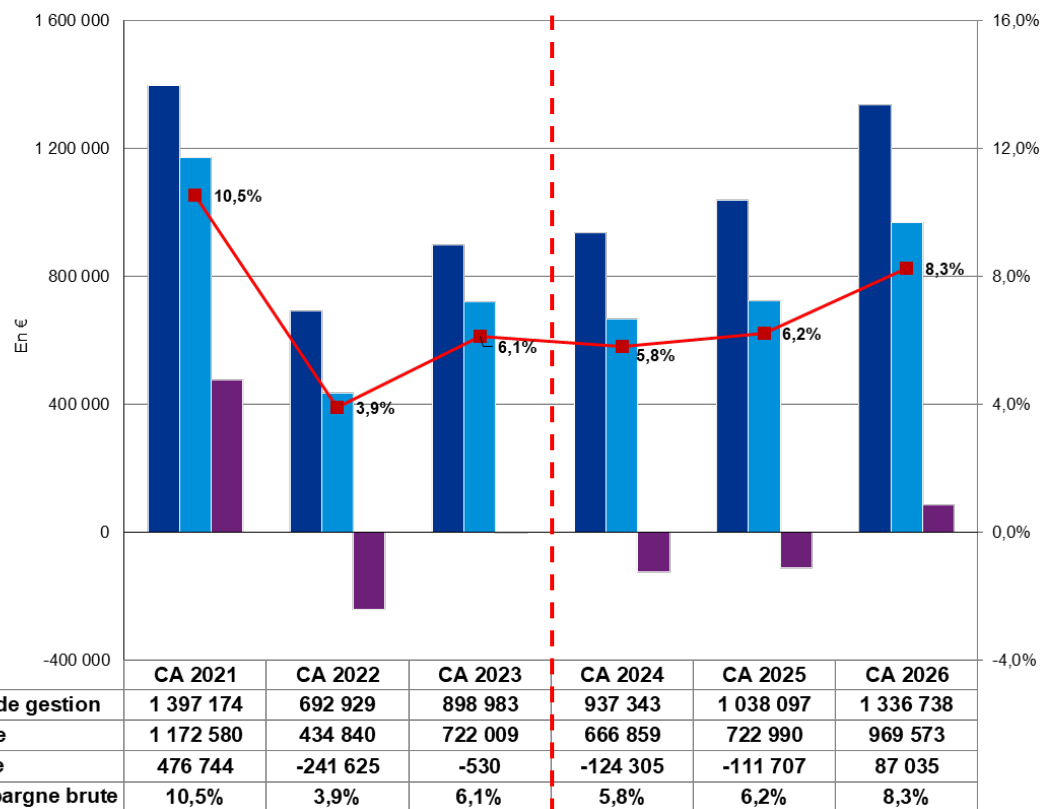
- 8,7% des recettes fiscales (taxe d'habitation résiduelle, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties) ;
- 2,7% des recettes réelles de fonctionnement ;
- 2,8% des dépenses réelles de fonctionnement.

Pour exemple, en 2024, une augmentation de 1,418% du taux de TFB est nécessaire pour atteindre les 50 K€ de recettes supplémentaires.

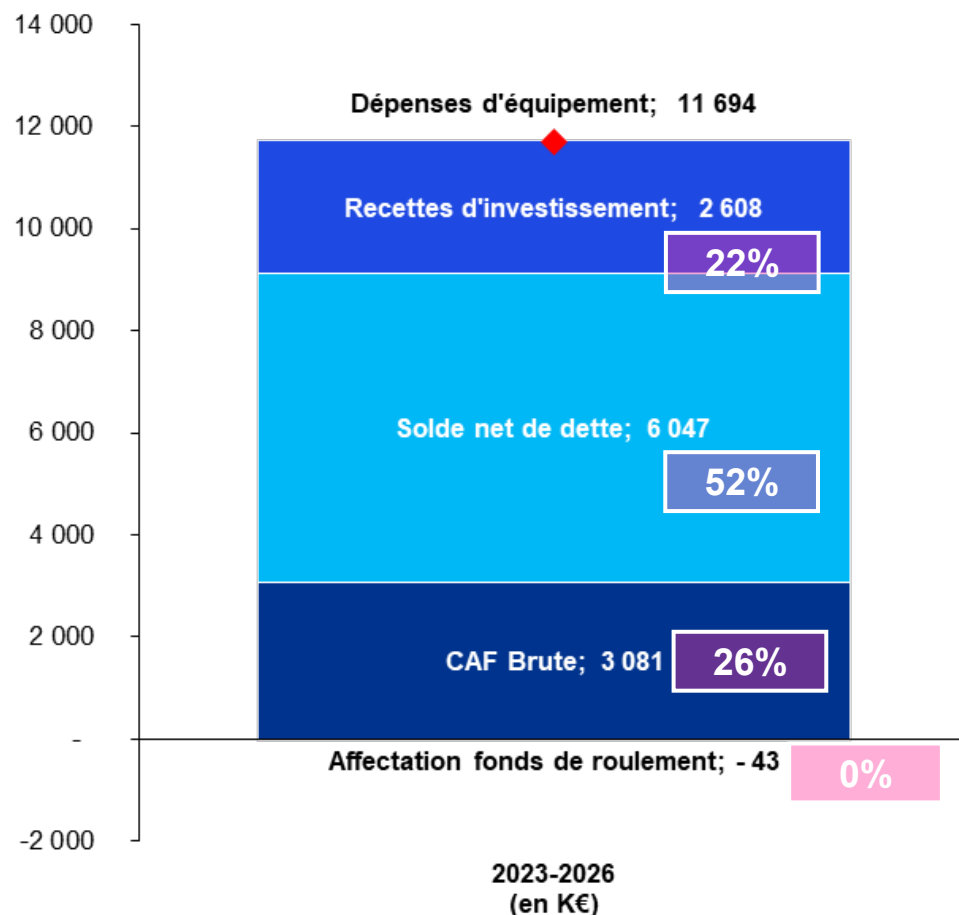
Rappel : une augmentation d'1% de TFB génère une hausse de 35 272 € du produit de la taxe foncière en 2024.

Des soldes intermédiaires de gestion en nette amélioration (apport de l'autofinancement supplémentaire)

Evolution des SIG (2021-2026)



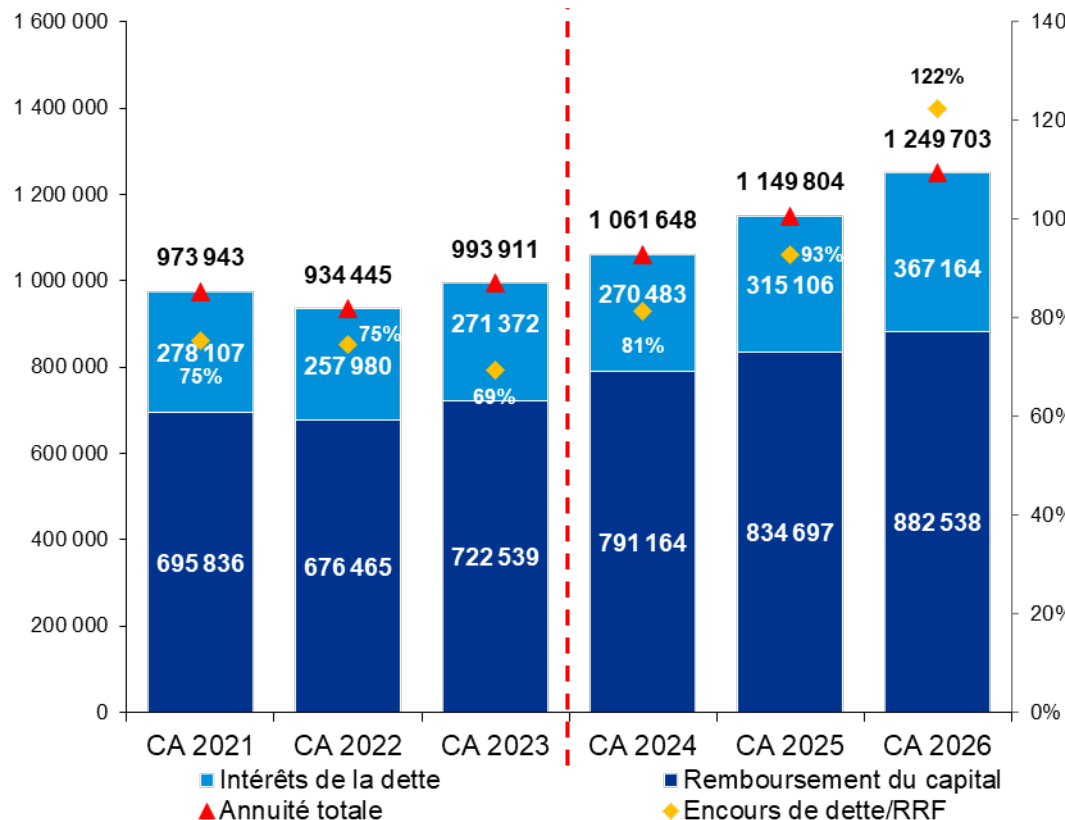
Structure moyenne de financement des investissements (2023-2026)



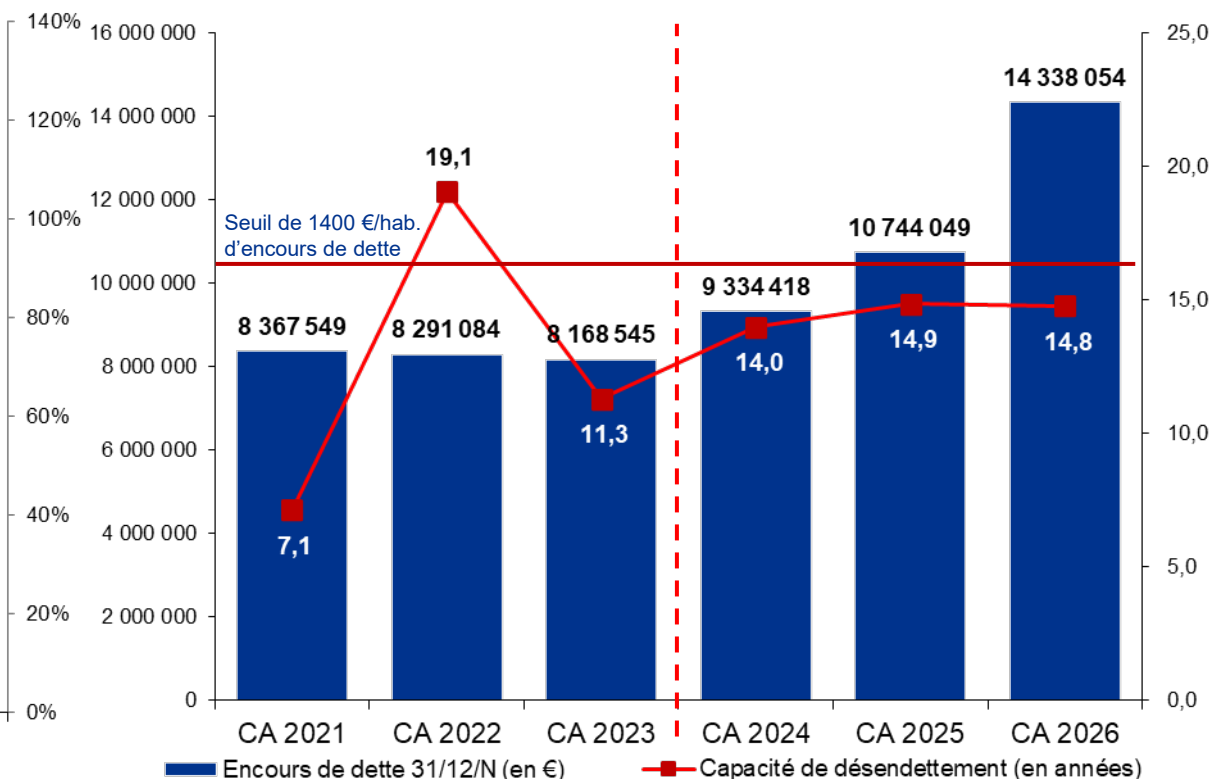
La diminution des dépenses d'équipement par rapport au scénario précédent (-3,3 M€) permet de baisser le niveau de ressources supplémentaires nécessaire mais également de diminuer le recours à l'emprunt.

Un scénario faisant apparaître une nouvelle baisse du recours à l'emprunt

Evolution de l'annuité de la dette



Evolution de l'encours de dette et de la capacité de désendettement



Le recours à l'emprunt nécessaire entre 2024 et 2026 est inférieur de 2,1 M€ par rapport au scénario 1. Il en résulte une annuité de la dette égale à 1,250 M€ en 2026 et un encours de dette à 14,338 M€ la même année.

En comparaison, le scénario 1 présente une annuité de la dette à 1,363 M€ en 2026 et un encours de dette à 16,361 M€.

3.4

Présentation de la totalité du PPI



Un PPI qui s'étale sur 10 ans pour le groupe scolaire Notre Dame

La prospective réalisée s'étend jusqu'à la fin du mandat actuel, soit l'année 2026. Pour autant, le PPI s'étale jusqu'en 2032, pour le projet du groupe scolaire « Notre Dame » notamment, avec la seconde partie de la phase 2 « École Chopin » entre 2028 et 2029 et la phase 3 « École Copernic » entre 2030 et 2032.

Finalement, la moitié de ce projet figure dans la prospective réalisée, soit 7,8 M€. Les 7,9 M€ restants sont répartis entre 2027 et 2032.

DEPENSES							
Poste	Montant TTC	2027	2028	2029	2030	2031	2032
		Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC
AMO	324 766,80 €	5 400,00 €	34 056,00 €	25 833,60 €	13 622,40 €	40 867,20 €	5 400,00 €
MOE	1 927 244,78 €	18 920,57 €	183 986,21 €	132 443,98 €	73 072,54 €	227 046,82 €	21 425,90 €
Organismes de contrôle	89 742,64 €	1 660,84 €	16 608,36 €	11 625,85 €	6 643,34 €	19 930,03 €	1 660,84 €
Diagnostic et relevés	12 948,00 €						
Phase 1 : Travaux Marie Curie	5 678 290,32 €	334 017,36 €					
Phase 2 : Travaux Chopin	4 503 166,81 €		2 106 521,64 €	1 474 565,15 €			
Phase 3 : Travaux Copernic	3 128 166,19 €				736 039,10 €	2 208 117,31 €	184 009,78 €
Total	15 664 325,54 €	359 998,76 €	2 341 172,21 €	1 644 468,58 €	829 377,38 €	2 495 961,36 €	212 496,52 €

RECETTES							
Poste	2027	2028	2029	2030	2031	2032	Total TTC
	Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC	Montant TTC	
FCTVA	684 779,34 €	47 243,36 €	307 236,71 €	215 806,90 €	108 840,85 €	327 550,00 €	2 027 774,43 €
Ville de Douai	337 500,00 €	337 500,00 €	337 500,00 €	337 500,00 €	337 500,00 €	337 500,00 €	2 362 500,00 €
Subventions (50%)	641 520,35 €	641 520,35 €	641 520,35 €	641 520,35 €	641 520,35 €	641 520,35 €	4 490 642,43 €
							0,00 €
							0,00 €
							0,00 €
							0,00 €
Total	1 663 799,68 €	1 026 263,70 €	1 286 257,06 €	1 194 827,25 €	1 087 861,20 €	1 306 570,35 €	8 880 916,85 €

Des ressources supplémentaires nécessaires à partir de 2024

La prospective étudiée avec les différents scénarios impose de faire des économies et/ou de rechercher des recettes supplémentaires afin de répondre aux objectifs et indicateurs financiers fixés préalablement.

Plusieurs pistes de financement supplémentaires sont d'ores et déjà identifiées et/ou actées :

- La **cession** de biens immobiliers (terrains et maisons) ;
- La **location de parcelles communales à la société EDF Renouvelables France** afin d'implanter des panneaux photovoltaïques pour un total d'environ 7,6 ha au prix de 5 000 €/ha utilisé par an sur 30 ans. Deux options de paiement sont possibles :
 - Un loyer versé annuellement d'un montant de 5 000 €/ha utilisé ;
 - Un loyer fractionné avec en premier lieu une avance des loyers d'un montant de 76 K€/ha utilisé à la signature du bail emphytéotique, ce qui représenterait 584 K€ la première année (2026). Dans un second temps un loyer versé annuellement d'un montant de 1 000 €/ha sur toute la durée du bail emphytéotique.

De plus, la location de ce terrain génèrerait 22 265 €/an environ de retombées fiscales pour la commune;

- L'**usine de batterie d'Envision AESC à Douai** devrait générer selon les estimations, des ressources pour la commune à hauteur de 300 K€/an à partir de 2026 (non incluses dans la prospective présentée précédemment) ;
- La **recherche de subventions** au maximum est un enjeu fort du PPI, en particulier pour le groupe scolaire, et sera un facteur de décision pour déclencher chaque projet ;
- Enfin, la **recherche de marges de manœuvre** dans la section de fonctionnement génèrerait des dépenses en moins et/ou des recettes en plus et donc, des ressources supplémentaires mobilisables pour la commune.

3.5

Synthèse



Synthèse

	<u>Scénario sans limitation</u>	<u>Scénario 1</u>	<u>Scénario 2</u>
Spécificités	<ul style="list-style-type: none"> Scénario de base sans recherche d'autofinancement supplémentaire 100% de réalisation du PPI 	<ul style="list-style-type: none"> Réfaction de 2 projets du PPI Taux de subventionnement du groupe scolaire à 50% 93% de réalisation du PPI sur la période 2024-2026 	<ul style="list-style-type: none"> Réfaction de 3 projets du PPI dont la piscine municipale Taux de subventionnement du groupe scolaire à 50% 69% de réalisation du PPI sur la période 2024-2026
Ressources supplémentaires	0	1,35 M€ entre 2024 et 2026	950 K€ entre 2024 et 2026
Emprunt souscrit	13,0 M€	10,8 M€	8,7 M€
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> CAF nette négative à partir de 2022 CAF brute positive Épargne de gestion positive 18,497 M€ d'encours de dette à la fin 2026 Scénario non réalisable 	<ul style="list-style-type: none"> CAF nette positive à partir de 2026 CAF brute et épargne de gestion consolidés 16,361M€ d'encours de dette à la fin 2026 14,7 années de capacité de désendettement 	<ul style="list-style-type: none"> CAF nette positive à partir de 2026 CAF brute et épargne de gestion consolidés 14,338 M€ d'encours de dette à la fin 2026 14,9 années de capacité de désendettement

Contacts



Frédéric Fiévet

Associé

07 77 48 12 07
fredericfievet@kpmg.fr



Lucas Paquignon

Consultant

07 77 96 55 38
lpaquignon@kpmg.fr